

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 125

18 janvier 2016

### SOMMAIRE

Aiggre ACL Holdings S.à r.l. ....	5957	C.R.S.M. Sàrl .....	5959
Allnex (Luxembourg) S.à r.l. ....	5960	DCM Systematic Fund SICAV-SIF .....	5961
Atelier d'Architecture et de Design Jim Clemes S.A. ....	5959	Digital Services XXVIII S.à r.l. ....	5975
Beethoven HoldCo S.à r.l. ....	5957	Dynamic Maritime S.A. ....	5960
Beethoven One S.à r.l. ....	5957	Heimata .....	6000
Bel Air Luxembourg S.A. ....	5955	L'Avellan S.A. ....	5999
Bemaris Associates S.à r.l. ....	5959	Leroi S.A. ....	6000
BG Capital .....	5996	Lydion S.A. ....	5999
Bidiesse S.A. ....	5954	Lydion Warranty S.A. ....	6000
Biopower Holding .....	5959	Mainland Corporation S.A. ....	5998
Boretsch Investments Sàrl .....	5955	Method Investments SICAV .....	5999
Bravissima (BC) Luxco S.C.A. ....	5998	Tourimonta Holding S.A.-SPF .....	5959
Breakthrough S.A. ....	5955	Trimline S.A. ....	5958
BRE/Europe 7NQ S.à r.l. ....	5955	TRUFFLE GOURMET HOLDING S.A. (en abrégé TG HOLDING S.A.) .....	5958
C.B.R. Finance S.A. ....	5956	Unifit S.A. ....	5958
Cerberus Nightingale 1 .....	5960	United Technologies Luxembourg S.à r.l. ....	5955
C.M.2 S.à r.l. ....	5956	Villefranche S.à r.l. ....	5958
Colian S.A. ....	5957	Vinaccess S.à r.l. ....	5956
ConAgra Foods AM Holding S.à r.l. ....	5957	Welcome S.à r.l. ....	5954
ConAgra Foods Luxembourg Holdings S.à r.l. ....	5958	Wheel Intellectual Property Management S.A. ....	5956
Crema Investments SARL .....	5960	Widдем .....	5954
C.R.S.M. Sàrl .....	5960	York Global Finance 50 S. à r.l. ....	5954
C.R.S.M. Sàrl .....	5956	Zytron Investments S.A., SPF .....	5954

**Widdem, Société Anonyme.**

Siège social: L-5680 Dalheim, 14, Wenkelhiel.

R.C.S. Luxembourg B 125.903.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A Dalheim, le 23 novembre 2015.

*Pour WIDDEM S.A.*

Référence de publication: 2015190666/11.

(150212560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

**Welcome S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4051 Esch-sur-Alzette, 103, rue du Canal.

R.C.S. Luxembourg B 50.268.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Fiduciaire WBM

*Experts comptables et fiscaux*

Signature

Référence de publication: 2015190665/13.

(150212978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

**York Global Finance 50 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 131.341.

Les comptes annuels de la société York Global Finance 50 S.à r.l. au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce  
et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015190674/10.

(150212711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

**Zytron Investments S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 29.945.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015190678/10.

(150213118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

**Bidiesse S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1226 Luxembourg, 20, rue J.-P. Beicht.

R.C.S. Luxembourg B 65.809.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015190795/10.

(150214341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

**Bel Air Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5431 Lenningen, 19, rue des Vignes.  
R.C.S. Luxembourg B 132.716.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Mandataire*

Référence de publication: 2015190790/11.

(150214325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

---

**Boretsch Investments Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 175.946.

Les comptes annuels au 31/03/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015190782/9.

(150213665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

---

**BRE/Europe 7NQ S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 180.314.

Les comptes annuels de la société BRE/Europe 7NQ S.à r.l. au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015190801/10.

(150214168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

---

**Breakthrough S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.  
R.C.S. Luxembourg B 173.715.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015190802/10.

(150213431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

---

**United Technologies Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 103.592.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 30 novembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 novembre 2015.

United Technologies Luxembourg S.à r.l.

Christiaan van Arkel

*Gérant*

Référence de publication: 2015190640/14.

(150212947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

---

**Vinaccess S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-4994 Schouweiler, 5, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 134.901.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015190652/11.

(150213223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

**Wheel Intellectual Property Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 147.544.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2014, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Wheel Intellectual Property Management S.A.*

Signatures

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2015190661/13.

(150213400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

**C.B.R. Finance S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 17.657.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 novembre 2015.

Référence de publication: 2015190803/10.

(150214085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

**C.M.2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2632 Findel, 7, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 83.100.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015190804/10.

(150213642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

**C.R.S.M. Sarl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3896 Foetz, 4, Biirkewee.

R.C.S. Luxembourg B 53.210.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Référence de publication: 2015190806/10.

(150213289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

**Beethoven HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.  
R.C.S. Luxembourg B 178.715.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015190772/9.  
(150214318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

---

**Beethoven One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.  
R.C.S. Luxembourg B 178.870.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015190773/9.  
(150214317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

---

**Aiggre ACL Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 123.658.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 24 novembre 2015.  
Bouchra Akhertous  
*Mandataire*  
Référence de publication: 2015190726/12.  
(150214112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

---

**Colian S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9654 Gruemelscheid, 39, Duerfstrooss.  
R.C.S. Luxembourg B 186.105.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Fiduciaire ARBO SA  
Signature  
Référence de publication: 2015190867/11.  
(150214290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

---

**ConAgra Foods AM Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 187.817.

Les comptes annuels au 31 Mai 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 11 novembre 2015.  
ConAgra Foods AM Holding S.à r.l.  
F.M.G. Mas / E.M. Johnson  
*Gérant A / Gérant B*  
Référence de publication: 2015190846/13.  
(150213990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

---

**ConAgra Foods Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 151.843.

Les comptes annuels au 31 Mai 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 2015.

ConAgra Foods Luxembourg Holdings S.à r.l.

TMF Corporate Services S.A. / TMF Administrative Services S.A.

- / Signature

Gérant A / Gérant A

Référence de publication: 2015190848/14.

(150213987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

---

**Trimline S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 29.944.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015190637/10.

(150213119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

---

**TRUFFLE GOURMET HOLDING S.A. (en abrégé TG HOLDING S.A.), Société Anonyme.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 186.983.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015190638/10.

(150213163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

---

**Unifit S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 191.621.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 24 novembre 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015190642/10.

(150213029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

---

**Villefranche S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 119.232.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 24.11.2015.

Référence de publication: 2015190646/10.

(150212661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

---

**Tourimonta Holding S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 30.516.

Le bilan et l'annexe au 30 juin 2014, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour TOURIMONTA HOLDING S.A.-SPF*

Société anonyme de gestion de patrimoine familial

Signatures

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2015190630/14.

(150213401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

---

**Atelier d'Architecture et de Design Jim Clemes S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4221 Esch-sur-Alzette, 120, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 74.511.

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25/11/2015.

Référence de publication: 2015190748/10.

(150214118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

---

**Biopower Holding, Société Anonyme.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 191.696.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015190775/10.

(150213432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

---

**Bemaris Associates S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8399 Windhoff, 4, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 183.608.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015190793/10.

(150213496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

---

**C.R.S.M. Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3896 Foetz, 4, Biirkeewe.

R.C.S. Luxembourg B 53.210.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Référence de publication: 2015190807/10.

(150214232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

---

**Dynamic Maritime S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 76.418.

Les comptes au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DYNAMIC MARITIME S.A.

GES MARITIME S.A.

*Administrateur Délégué*

Référence de publication: 2015190905/12.

(150214253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

**Crema Investments SARL, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 140.016.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2015190851/12.

(150213594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

**Allnex (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 172.014.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Référence de publication: 2015190701/10.

(150213941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

**C.R.S.M. Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3896 Foetz, 4, Biirkewee.

R.C.S. Luxembourg B 53.210.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Référence de publication: 2015190808/10.

(150214237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

**Cerberus Nightingale 1, Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 43-45, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 141.222.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Value Partners S.A.

Référence de publication: 2015190833/10.

(150213979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.



**DCM Systematic Fund SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 202.716.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fifteen on the eighteenth day of December.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

(1) DCM Systematic GP, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 1, rue du Potager, L-2347 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed of the Luxembourg notary Henri Hellinckx residing in Luxembourg dated 18 December 2015, in the course of being registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés;

here represented by Mathieu Voos, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal;

(2) Jérôme Callut, born on 7 March 1980 at Uccle, Belgium, residing in 34, avenue de la Croix de Bourgogne, B-1410 Waterloo, Belgium;

here represented by Mathieu Voos, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal;

(3) Anthony Dearden, born on 9 October 1979 in Birkenhead, United Kingdom, residing in 28a, Rue de Saint-Jean, Geneva, Switzerland;

here represented by Mathieu Voos, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal.

Such proxies, after signature ne varietur by the proxy holder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with it.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to record as follows the articles of association of a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) which they form between themselves.

**1. Art. 1. Form and name.**

1.1 There exists a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) under the name of "DCM Systematic Fund SICAV-SIF" (the Fund).

1.2 The Fund will be governed by the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the 2007 Act), the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act) (provided that in case of conflicts between the Companies Act and the 2007 Act, the 2007 Act will prevail) as well as by these article of incorporation (the Articles).

**2. Art. 2. Registered office.**

2.1 The registered office of the Fund is established in Luxembourg-City. It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg-City (or elsewhere in the Grand Duchy of Luxembourg if and to the extent permitted under the Companies Act) by a resolution of the General Partner (as defined in article 15 below).

2.2 The General Partner will further have the right to set up branches, offices, administrative centres and agencies wherever it will deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

2.3 Where the General Partner determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Fund at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. The General Partner will inform the Shareholders and other interested parties of such temporary transfer of registered seat. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Fund which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a partnership limited by shares incorporated in the Grand Duchy of Luxembourg.

**3. Art. 3. Duration.**

3.1 The Fund is formed for an unlimited duration, provided that the Fund will however be automatically put into liquidation upon the termination of a Sub-fund (as defined in article 5.4) if no further Sub-fund is active at that time.

3.2 The Fund may be dissolved with the consent of the General Partner by a resolution of the limited shareholders of the Fund (the Shareholders) adopted in the manner required for the amendment of these Articles, as prescribed in article 28 hereto as well as by the Companies Act.

#### 4. Art. 4. Corporate objects.

4.1 The exclusive purpose of the Fund is to invest its funds in assets with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of its management in accordance with the 2007 Act.

4.2 The Fund may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose and may, in particular and without limitation:

- (a) make investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Fund;
- (b) borrow money in any form or obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of equity, bonds, notes, promissory notes, and other debt or equity instruments;
- (c) advance, lend or deposit money or give credit to direct or indirect subsidiaries of the Fund;
- (d) enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the assets (present or future) of the Fund or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Fund, or any director, manager or other agent of the Fund, or any company in which the Fund has a direct or indirect interest;

to the fullest extent permitted under the 2007 Act but in any case subject to the terms and limits set out in the Memorandum (as defined in article 5.4 below).

#### 5. Art. 5. Share capital.

5.1 The capital of the Fund will be represented by fully paid up shares of no par value and will at any time be equal to the value of the net assets of the Fund pursuant to article 12.

5.2 The capital must reach one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000) within twelve months of the date on which the Fund has been registered as a specialised investment fund (SIF) under the 2007 Act on the official list of Luxembourg SIFs, and thereafter may not be less than this amount. Shares of a Target Sub-fund held by a Investing Sub-fund (as defined in article 17.3 below), will not be taken into account for the purpose of the calculation of the EUR1,250,000 minimum capital requirement.

5.3 The initial capital of the Fund was of thirty one thousand euro (EUR 31,000) represented by three hundred and nine (309) fully paid up shares with no par value and one (1) GP Share (as defined in article 5.5 below).

5.4 The Fund has an umbrella structure and the General Partner will set up separate portfolios of assets that represent sub-funds as defined in article 71 of the 2007 Act (the Sub-funds, each a Sub-fund), and that are formed for one or more Classes (as defined under article 5.5). Each Sub-fund will be invested in accordance with the investment objective and policy applicable to that Sub-fund. The investment objective, policy and other specific features of each Sub-fund are set forth in the general section and the relevant special section of the issue document of the Fund drawn up in accordance with article 52 of the 2007 Act (the Memorandum). Each Sub-fund may have its own funding, Classes (as defined below), investment policy, capital gains, expenses and losses, distribution policy or other specific features.

5.5 Within a Sub-fund, the General Partner may, at any time, decide to issue one or more classes of limited shares (the Shares, each a Share) held by the Shareholders (as defined under article 3.2 above, i.e., the limited shareholders of the Fund, associés commanditaires)(the Classes, each class of shares being a Class) the assets of which will be commonly invested but subject to different rights as described in the Memorandum, to the extent authorised under the 2007 Act and the Companies Act, including, without limitation, different:

- (a) type of target investors;
- (b) fees and expenses structures;
- (c) sales and redemption charge structures;
- (d) subscription and/or redemption procedures;
- (e) minimum investment and/or subsequent holding requirements;
- (f) Shareholders servicing or other fees;
- (g) distribution rights and policy, and the General Partner may in particular, decide that Shares pertaining to one or more Class(es) be entitled to receive incentive remuneration scheme in the form of carried interest, higher performance returns, lower performance or other fees or to receive preferred returns;
- (h) marketing targets;
- (i) transfer or ownership restrictions;
- (j) reference currencies;

provided that, at all times, the General Partner will hold at least one share that is reserved to the General Partner, in its capacity as unlimited shareholder (actionnaire gérant commandité) of the Fund (the GP Share) and that a maximum of one single GP Share will be issued by the Fund per Sub-fund.

5.6 A separate net asset value per Share, which may differ as a consequence of these variable factors, will be calculated for each Class in the manner described in article 12.

5.7 The Fund may create additional Classes whose features may differ from the existing Classes and additional Sub-funds whose investment objectives may differ from those of the Sub-funds then existing. Upon creation of new Sub-funds or Classes, the Memorandum will be updated, if necessary.

5.8 Shares pertaining to a Class may be further sub-divided in series of Shares that will be considered for the purposes of the Companies Act as distinct categories of Shares and any reference to a Class in these Articles will mean, where appropriate, a reference to a particular series of such Class. The specific features of any such series will be as described in the Memorandum.

5.9 The Fund is one single legal entity. However, in accordance with article 71(5) of the 2007 Act, the rights of the Shareholder and creditors relating to a Sub-fund or arising from the setting-up, operation and liquidation of a Sub-fund are limited to the assets of that Sub-fund. The assets of a Sub-fund are exclusively dedicated to the satisfaction of the rights of the Shareholders relating to that Sub-fund and the rights of those creditors whose claims have arisen in connection with the setting-up, operation and liquidation of that Sub-fund, and there will be no cross liability between Sub-funds, in derogation of article 2093 of the Luxembourg Civil Code.

5.10 The General Partner may create each Sub-fund for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the General Partner may, at the expiration of the initial period of time, extend the duration of that Sub-fund one or more times, subject to the relevant provisions of the Memorandum. At the expiration of the duration of a Sub-fund, the Fund will redeem all the Shares in the Class(es) of Shares of that Sub-fund, in accordance with article 8. At each extension of the duration of a Sub-fund, the registered Shareholders will be duly notified in writing by a notice sent to their address as recorded in the Fund's register of Shareholders. The Memorandum will indicate whether a Sub-fund is incorporated for an unlimited period of time or, alternatively, its duration and, if applicable, any extension of its duration and the terms and conditions for such extension.

5.11 For the purpose of determining the capital of the Fund, the net assets attributable to each Class will, if not already denominated in euro, be converted into euro. The capital of the Fund equals the total of the net assets of all the Classes of all Sub-funds.

#### **6. Art. 6. Form of shares.**

6.1 The Fund only issues Shares in registered form and Shares will remain in registered form.

6.2 All issued registered Shares of the Fund will be registered in the register of Shareholders which will be kept at the registered office by the Fund or by one or more persons designated for this purpose by the Fund, where it will be available for inspection by any Shareholder. Such register will contain the name of each owner of registered Shares and his residence as indicated to the Fund, the number and Class of registered Shares held by him, the amount paid up on each Share, and the transfer of Shares and the dates of such transfers. The ownership of the Shares will be established by the entry in this register.

6.3 The Fund will not issue certificates for such inscription, but each Shareholder will receive a written confirmation of his shareholding.

6.4 Shareholders will provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

6.5 A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the Fund from time to time.

6.6 The Fund will recognise only one holder per Share. In case a Share is held by more than one person, the Fund has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Fund. The same rule will apply in the case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-proprétaire) or between a pledgor and a pledgee. Moreover, in the case of joint Shareholders, the Fund reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Fund may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

6.7 The Fund may decide to issue fractional Shares. Such fractional Shares do not carry voting rights, except where their number is such that they represent a whole Share, but are entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class on a pro rata basis.

6.8 All Shares issued by the Fund may be redeemed by the Fund at the request of the Shareholders or at the initiative of the Fund in accordance with, and subject to, article 8 of these Articles and the provisions of the Memorandum.

6.9 Subject to the provisions of article 10, the transfer of Shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of the Shareholder(s) of the Fund, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code. The Fund may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Fund.

#### **7. Art. 7. Issue of shares.**

7.1 The General Partner is authorised, without limitation, to issue an unlimited number of fully paid up Shares at any time without reserving a preferential right to subscribe for the Shares to be issued for the existing Shareholders.

7.2 With the exclusion of the GP Shares, Shares are exclusively reserved for subscription by well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2007 Act (Well-Informed Investors).

7.3 The General Partner may impose conditions on the issue of Share, any such condition to which the issue of Shares may be submitted will be detailed in the Memorandum provided that the General Partner may, without limitation:

(a) decide to set minimum subscription amounts, minimum subsequent subscription amounts and minimum holding amounts for a particular Class or Sub-fund;

(b) impose restrictions on the frequency at which Shares are issued (and, in particular, decide that Shares will only be issued during one or more offering periods or at such other intervals as provided for in the Memorandum);

(c) reserve Shares of a Sub-fund or Class exclusively to persons or entities that have entered into, or have executed, a subscription document under which the subscriber undertakes *inter alia* to subscribe for Shares, during a specific period, up to a certain amount and makes certain representations and warranties to the Fund. As far as permitted under Luxembourg law, any such subscription document may contain specific provisions not contained in the other subscription documents;

(d) determine any default provisions applicable to non or late payment for Shares or restrictions on ownership of the Shares;

(e) in respect of any one given Sub-fund and/or Class, levy a subscription fee and/or waive partly or entirely this subscription fee;

(f) decide that payments for subscriptions to Shares will be made in whole or in part on one or more dealing dates;

(g) set the initial offering period or initial offering date and the initial subscription price in relation to each Class in each Sub-fund and the cut-off time for acceptance of the subscription document in relation to a particular Sub-fund or Class.

7.4 Shares in Sub-funds will be issued at the subscription price calculated in the manner and at such frequency as determined for each Sub-fund (and, as the case may be, each Class) in the Memorandum.

7.5 The General Partner may, in its absolute discretion, accept or reject (partially or totally) any request for subscription for Shares, and the General Partner may, at any time and from time to time and in its absolute discretion without liability and without notice, unless otherwise provided for in the Memorandum, discontinue the issue and sale of Shares of any Class in any one or more Sub-funds.

7.6 The Fund may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities or assets, in accordance with Luxembourg law, in particular in accordance with the obligation to deliver a valuation report from an auditor (*réviseur d'entreprises agréé*), and provided that such assets are in accordance with the investment objectives and policies of the relevant Sub-fund. All costs related to the contribution in kind are borne by the Shareholder acquiring Shares in this manner.

#### Shareholder's default

7.7 The failure of an investor or Shareholder to make, within a specified period of time determined by the General Partner, any required contributions or certain other payments to the Fund, in accordance with the terms of its application form, subscription document or agreement, entitles the Fund to impose on the relevant investor or Shareholder the penalties determined by the General Partner and detailed in the Memorandum which may include without limitation:

(a) the right of the Fund to compulsorily redeem all or part of the Shares of the defaulting Shareholder in accordance with the provisions of the Memorandum;

(b) the right to require the defaulting Shareholder to pay damages to the benefit of the Fund;

(c) the right for the Fund to retain all dividends paid (or to be paid) or other sums distributed (or to be distributed) with regard to the Shares held by the defaulting Shareholder;

(d) the right of the Fund to require the defaulting Shareholder to pay interest at such rate as set out in the Memorandum on all outstanding amounts to be advanced and costs and expenses in relation to the default;

(e) the loss of the defaulting Shareholder's right to be, or to propose, members of such consultative body, investment committee or other committee set up in accordance with the provisions of the Memorandum, as the case may be;

(f) the loss of the defaulting Shareholder's right to vote with regard to any matter that must be approved by all or a specified portion of the Shareholders;

(g) the right of the Fund to commence legal proceedings;

(h) the right of the other Shareholders to purchase all or part of the Shares of the defaulting Shareholder at a price determined in accordance with the provisions of the Memorandum;

unless such penalties are waived by the General Partner in its discretion.

7.8 The penalties or remedies set forth above and in the Memorandum will not be exclusive of any other remedy which the Fund or the Shareholders may have at law or under the subscription form or Memorandum.

#### **8. Art. 8. Redemptions of shares.** Redemption right of Shareholders

8.1 Unless otherwise provided for in the Memorandum, any Shareholder may request a redemption of all or part of its Shares from the Fund in accordance with the conditions and procedures set forth by the General Partner in the Memorandum and within the limits provided by law and these Articles.

8.2 Subject to the provisions of article 12 and 13 of these Articles, the redemption price per Share will be paid within a period determined by the General Partner and disclosed in the Memorandum, as determined in accordance with the current policy of the General Partner, provided that (i) each relevant Shareholder will be paid on the same date and (ii) any required redemption documents have been received by the Fund. Redemptions may take place over one or more dealing days, as specified in the Memorandum, and Shareholders may be paid out at different redemption prices, calculated in accordance with the Memorandum.

8.3 Unless otherwise provided for in the Memorandum, the redemption price per Share for Shares of a particular Class of Sub-fund corresponds to the net asset value per Share of the respective Class less any redemption fee, if applicable. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which it is to be paid, as determined by the General Partner.

8.4 The General Partner may impose conditions on the redemption of Shares. Any such condition to which the redemption of Shares may be submitted will be detailed in the Memorandum. The General Partner may impose restrictions on the frequency at which Shares may be redeemed in any Class and may, in particular, decide that Shares of any Class will only be redeemed on such dealing day as provided for in the Memorandum (the Dealing Day).

8.5 If, as a result of a redemption application, the number or the value of the Shares held by any Shareholder in any Class falls or will fall below the minimum number or value specified at such time in the Memorandum, the Fund may decide to treat such application as an application for redemption of all of that Shareholder's Shares in the given Class.

8.6 If, in addition, on a Dealing Day or at some time during a Dealing Day, redemption applications as defined in this article and conversion applications as described in article 9 exceed a certain level set by the General Partner in relation to a given Class or Sub-fund, the General Partner may reduce proportionally part or all of the redemption and conversion applications in the manner deemed necessary by the General Partner, in the best interest of the Fund and in accordance with the terms of the Memorandum. Such non-processed redemptions will then be given priority and dealt with ahead of other applications on the Dealing Day(s) following this period (but subject always to the foregoing limit and unless otherwise specified in the Memorandum).

8.7 The Fund may satisfy payment of the redemption price owed to any Shareholder, subject to such Shareholder's agreement, in specie by allocating assets to the Shareholder from the portfolio set up in connection with the Class(es) equal in value to the value of the Shares to be redeemed (calculated in the manner described in article 12) as of the Dealing Day or the time of valuation when the redemption price is calculated if the Fund determines that such a transaction would not be detrimental to the best interests of the remaining Shareholders of the relevant Sub-fund. The nature and type of assets to be transferred in such case will be determined on a fair basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders in the given Class or Classes, as the case may be. The valuation used will be confirmed by a special report of the auditor of the Fund. The costs of any such transfers are borne by the transferee, unless otherwise provided for in the Memorandum.

8.8 All redeemed Shares will be cancelled.

8.9 All applications for redemption of Shares are irrevocable, except - in each case for the duration of the suspension - in accordance with article 13 of these Articles, when the calculation of the net asset value has been suspended or when redemption has been suspended as provided for in this article.

8.10 The Fund will use all reasonable commercial efforts to satisfy redemption requests, recognising its obligation to balance such efforts with the interests of the relevant Sub-fund and the other Sub-funds as a whole and the interests of those Shareholders who remain in the relevant Sub-fund and the other Sub-funds, but nothing will oblige the Fund to meet any redemption request.

Redemption of Shares at the initiative of the Fund - Compulsory redemption of Shares

8.11 The Fund may redeem Shares of any Class and Sub-fund, on a pro rata basis among Shareholders, in order to proceed to a distribution, subject to compliance with the relevant distribution scheme (and as the case may be, subject to compliance with the relevant re-investment rights) as provided for each Sub-fund and/or Class in the Memorandum (if any).

8.12 The Fund will announce in due time the redemption by way of mail (post) addressed to the relevant Shareholders by the General Partner.

8.13 The Fund may compulsorily redeem the Shares:

- (a) held by a Restricted Person as defined in article 11, in accordance with the provisions of article 11;
- (b) for the purpose of equalisation of existing investors and late investors (e.g., in case of admission of subsequent investors) if provided in respect of a specific Sub-fund in the Memorandum;
- (c) in case of liquidation or transfer of Sub-funds or Classes, in accordance with the provisions of article 28;
- (d) held by a Shareholder who fails to make, within a specified period of time determined by the General Partner, any required contributions or certain other payments to the Fund (including the payment of any interest amount or charge due in case of default), in accordance with the terms of its subscription document in accordance with the provisions of the Memorandum;
- (e) in all other circumstances, in accordance with the terms and conditions set out in the subscription document, these Articles and the Memorandum.

#### **9. Art. 9. Conversion of shares.**

9.1 Subject each time to the approval of the General Partner (which may be withheld at the General Partner's absolute discretion) and such terms and conditions as set out in the Memorandum, a Shareholder may, if so provided in the Memorandum, convert all or part of its Shares of a particular Class of a Sub-fund into another Class within the same Sub-fund or another Sub-fund.

9.2 Unless otherwise specified in the Memorandum, Shareholders are entitled to convert all or part of their Shares of a particular Class (divested Class) into Shares of other Class(es) (as far as available) within the Same Sub-fund within the same Sub-fund (invested Class(es)) or Shares of the same or different Classes (as far as available) of another Sub-funds (invested Class(es)), subject to the prior approval of the General Partner. Shareholders are not allowed to convert all, or part, of their Shares into Shares of a Sub-fund which is closed for further subscriptions after the initial offering period or initial offering date of such Sub-fund as further described in the Memorandum. A process determined by the General Partner and described in the Memorandum will govern the chronology of the conversion of Shares in a Sub-fund or from one Sub-fund to another Sub-fund. The General Partner may impose conditions on the conversion of Shares which will be detailed in the Memorandum. A conversion application will be considered as an application to redeem the Shares held by the Shareholder and as an application for the simultaneous acquisition (issue) of the Shares to be acquired. A conversion fee may be incurred. The prices of the conversion may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which they are to be paid, as determined by the General Partner. The General Partner may determine that balances of less than a reasonable amount to be set by the General Partner, resulting from conversions, will not be paid out to Shareholders.

9.3 As a rule, unless otherwise provided for in the Memorandum, both the redemption and the acquisition parts of the conversion application should be calculated on the basis of the net asset value per Share prevailing on the dealing date in respect of which the redemption part of the relevant conversion request is undertaken by the relevant Sub-fund.

9.4 Conversions may only be effected if, at the time, both the redemption of the Shares to be converted and the issue of the Shares to be acquired are simultaneously possible; there will be no partial execution of the application unless the possibility of issuing the Shares to be acquired ceases after the Shares to be converted have been redeemed.

9.5 All applications for the conversion of Shares are irrevocable, unless otherwise provided for in the Memorandum.

9.6 If as a result of a conversion application, the number or the value of the Shares held by any Shareholder in any Class falls below the minimum number or value specified in the Memorandum (if any), the Fund may decide to treat the purchase part of the conversion application as a request for redemption for all of the Shareholder's Shares in the given Class; the acquisition part of the conversion application will remain unaffected by any additional redemption of Shares.

9.7 Shares that are converted to Shares of another Class will be cancelled.

#### **10. Art. 10. Transfer of shares.**

10.1 The General Partner will not Transfer (as defined below) all or any part of its GP Shares or voluntarily withdraw as the general partner of the Fund.

10.2 The sale, assignment, transfer, exchange, pledge, encumbrance or other disposition (Transfer) of all or any part of any Shares (to the exclusion of the GP Shares) in any Sub-fund is subject to the provisions of this article and the Memorandum.

10.3 No Transfer of all or any part of any Shares in any Sub-fund, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including, without limitation, to an affiliate or by operation of law), will be valid or effective if:

(a) the Transfer would result in a violation of any law or regulation of Luxembourg, or any other jurisdiction or subject the Fund, any Sub-fund to any other adverse tax, legal or regulatory consequences as determined by the General Partner;

(b) the Transfer would result in a violation of any term or condition of these Articles, the Memorandum or of the relevant subscription agreement;

(c) the Transfer would result in the Fund being required to register or the Shares of the Fund or any Sub-fund being subject to registration in a jurisdiction other than the Grand Duchy of Luxembourg;

and

(d) it will be a condition of any Transfer (whether permitted or required) that:

(i) such Transfer be approved by the General Partner, such approval not to be unreasonably withheld;

(ii) the transferee represents in a form acceptable to the Fund that such transferee is not a Restricted Person (as defined below) and that the proposed Transfer itself does not violate any laws or regulations (including, without limitation, any securities laws) applicable to him/her/it;

(iii) the transferee is (i) a Well-Informed Investor and (ii) not a Restricted Person (an Eligible Investor).

#### **11. Art. 11. Ownership restrictions.**

11.1 Without prejudice to the right of the General Partner to reject subscriptions by any investor in its entire discretion, the Fund acting through its General Partner may in particular restrict or prevent the ownership of Shares by any person if:

(a) in the opinion of the General Partner, such holding may be detrimental to the Fund, the General Partner, any Sub-fund;

(b) it may result (either individually or in conjunction with other investors in the same circumstances) in:

(i) the Fund, the General Partner, a Sub-fund, incurring any liability for any taxation whenever created or imposed and whether in Luxembourg, or elsewhere, or suffering pecuniary disadvantages which the same might not otherwise incur or suffer; or

(ii) the Fund or a Sub-fund being required to register its Shares under the laws of any jurisdiction other than Luxembourg;

(c) it may result in a breach of any law or regulation applicable to the relevant individual or legal entity itself, the General Partner, the Fund or any Sub-fund, whether Luxembourg law or other law (including anti-money laundering and terrorism financing laws and regulations);

(d) such person is not a Well-Informed Investor;

such individual or legal entities are to be determined by the General Partner and are defined herein as Restricted Persons provided that any person mentioned under item (d) will automatically be a Restricted Person.

11.2 For such purposes the Fund acting through its General Partner may:

(a) decline to issue any Shares and decline to register any Transfer (or assignment of corresponding, where such registration, Transfer or assignment would result in legal or beneficial ownership of such Shares by a Restricted Person; and

(b) at any time require any person, whose name is entered in the register of Shareholders or who seeks to register a Transfer in the register of Shareholders, to deliver to the Fund any information, supported by affidavit, which the Fund may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's shares rests with a Restricted Person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such Shares by a Restricted Person.

11.3 If it appears that a Shareholder is a Restricted Person, the Fund will be entitled to, in its absolute discretion:

(a) decline to accept the vote of the Restricted Person at the general meeting of Shareholders (the General Meeting) and disregard its vote on any matter requiring the Investors' vote in accordance with the Articles or the Memorandum; and/or

(b) retain all dividends paid or other sums distributed with regard to the Shares held by the Restricted Person; and/or

(c) remove any representative of the non-Eligible Investor from any advisory board, investment committee or such other committee established in accordance with the Memorandum (if any); and/or

(d) instruct the Restricted Person to sell his/her/its Shares and to demonstrate to the Fund that this sale was made within such period of the sending of the relevant notice as set out in the Memorandum, subject each time to the applicable restrictions on Transfer as set out in article 10; and/or

(e) compulsorily redeem all Shares held by the Restricted Person at a price based on the latest calculated net asset value, less a penalty fee calculated in accordance with the terms of the Memorandum or at such price as is set out in the Memorandum.

11.4 The exercise of the powers by the Fund in accordance with this article may in no way be called into question or declared invalid on the grounds that the ownership of Shares was not sufficiently proven or that the actual ownership of Shares did not correspond to the assumptions made by the Fund on the date of the purchase notification, provided that the Fund exercised the above named powers in good faith.

## **12. Art. 12. Calculation of net asset value.**

12.1 The Fund, each Sub-fund and each Class (or Sub-Class) have a Net Asset Value determined in accordance with Luxembourg Law and the Articles. The reference currency of the Fund is the Euro.

12.2 The net asset value of each Class in each Sub-fund will be expressed in the reference currency as it is stipulated in the Memorandum in accordance with Luxembourg law and will be calculated as of each valuation day as stipulated in the Memorandum (each a Valuation Day). The calculation of the Net Asset Value will be performed by a central administration agent appointed either by the Fund (such entity, the Central Administration) as set out in the Memorandum.

12.3 Calculation of the net asset value

(a) The Central Administration will, under the supervision of the General Partner, compute the net asset value per Class in the relevant Sub-fund as follows: each Class participates in the Sub-fund according to the portfolio and distribution entitlements attributable to each such Class. The value of the total portfolio and distribution entitlements attributed to a particular Class of a particular Sub-fund on a given Valuation Day adjusted with the liabilities relating to that Class on that Valuation Day represents the total net asset value attributable to that Class of that Sub-fund on that Valuation Day. The assets of each Class will be commonly invested within a Sub-fund but subject to different fee structures, distribution, marketing targets, currency or other specific features as it is stipulated in the Memorandum. A separate net asset value per Share, which may differ as consequence of these variable factors, will be calculated for each Class as follows: the net asset value of that Class of that Sub-fund on that Valuation Day divided by the total number of Shares of that Class of that Sub-fund then outstanding on that Valuation Day.

(b) The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-fund or Class will be converted into the reference currency of such Sub-fund or Class at the relevant rates of exchange prevailing on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined with prudence and in good faith by or under procedures established by the General Partner. All transactions in another currency are translated into the reference currency at the date of the transaction.

(c) If, within a Class several sub-classes have been created, the allocation rules set out above will apply similarly to these sub-classes.

(d) For the purpose of calculating the net asset value per Class of a particular Sub-fund, the net asset value of each Sub-fund will be determined by calculating the aggregate of:

(i) the value of all assets of the Fund which are allocated to the relevant Sub-fund in accordance with the provisions of these Articles; less

(ii) all the liabilities of the Fund (including as the case may be any accrued reserve in accordance with the terms of the Memorandum) which are allocated to the relevant Sub-fund in accordance with the provisions of these Articles, and all fees attributable to the relevant Sub-fund, which fees have accrued but are unpaid on the relevant Valuation Day.

(e) The total net assets of the Fund will result from the difference between the assets (including the market value of investments owned by the Fund) and the liabilities of the Fund (as defined as expenses and set out in the Memorandum), provided that the set up costs for the Fund and any Sub-fund will be amortised over a period of five (5) years rather than expensed in full when they are incurred.

(f) The value of the assets of Fund will be determined as follows:

(i) securities listed on an official stock exchange or dealt on any other organised market will be valued at their last available price in Luxembourg on the Valuation Day and, if the security is traded on several markets, on the basis of the last known price on the main market of this security. If the last known price is not representative, valuation will be based on the fair value at which it is expected it can be sold, as determined with prudence and in good faith by the General Partner;

(ii) securities which are not listed on a stock exchange nor dealt in on another regulated market will be valued on the basis of their fair value estimated with prudence and in good faith by the General Partner;

(iii) shares and units issued in an open-ended undertaking for collective investment (UCI) which calculates a net asset value will be valued on the basis of the latest net asset value;

(iv) the value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts, receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received will be deemed to be the full amount thereof, unless it is unlikely to be received in which case the value thereof will be arrived at after making such discount as the General Partner may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(v) the liquidating value of futures, forward or options contracts not dealt in on a stock exchange or another regulated market will mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the General Partner, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts dealt in on a stock exchange or another regulated market will be based upon the last available settlement prices of these contracts on such regulated market on which the particular futures, forward or options contracts are dealt in by the relevant Sub-fund; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract will be such value as the General Partner may deem fair and reasonable;

(vi) all other assets are valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the General Partner.

(g) The General Partner, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Fund in compliance with Luxembourg law. This method will then be applied in a consistent way. The Central Administration can rely on such deviations as approved by the General Partner for the purpose of the net asset value calculation.

(h) For the purpose of determining the value of the Fund's assets, the Central Administration, having due regards to the standards of care and diligence in this respect, may exclusively, when calculating the net asset value, rely upon the valuations provided (i) by the General Partner, (ii) by various pricing sources available on the market such as pricing agencies (e.g., Bloomberg or Reuters) or administrators or investment managers of target UCI or (iii) by (a) specialist(s) duly authorised to that effect by the General Partner.

(i) In such circumstances, the Central Administration shall not, in the absence of manifest error on its part, be responsible for any loss suffered by the Fund or any Shareholder by reason of any error in the calculation of the net asset value and the net asset value per Share resulting from any inaccuracy in the information provided by the professional pricing sources, by the General Partner, by investment managers or administrative agents of target UCIs or by specialist(s) duly authorised to that effect by the General Partner.

(j) In circumstances where one or more pricing sources fails to provide valuations to the Central Administration preventing the latter to determine the subscription and redemption prices, the Central Administration will inform the General Partner thereof and the Central Administration will obtain from it authorised instructions in order to enable it to finalise the computation of the net asset value and the net asset value per Share. The General Partner may decide to suspend the net asset value calculation, in accordance with the relevant provisions in the Memorandum and these Articles. In such circumstances, the Central Administration will not, in the absence of manifest error on its part, be responsible for any loss suffered by the Fund or any Shareholder. The General Partner will be responsible for notifying the suspension of the net asset value calculation to the Shareholders, if required, or for instructing the Central Administration to do so. If the General Partner does not decide to suspend the net asset value calculation in a timely manner, it shall be liable for all the consequences of a delay in the net asset value calculation, and the Central Administration may inform the relevant authorities and the auditor in due course.

12.4 The value of all assets and liabilities not expressed in the currency of denomination of the relevant Shares will be converted into such currency at the relevant rates of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day. If such



quotations are not available, the rate of exchange will be determined with prudence and in good faith by or under procedures established by the General Partner.

#### 12.5 Allocation of assets and liabilities

(a) All expenses (directly or indirectly) incurred by the Fund in connection with its operation and administration and that of the Fund's investments or divestments as described in the Memorandum will be considered as liabilities of the Fund.

(b) The assets and liabilities of the Fund will be allocated as follows:

(i) the proceeds to be received from the issue of Shares of any Class will be applied in the books of the Fund to the Sub-fund corresponding to that Class, provided that if several Classes are outstanding in such Sub-fund, the relevant amount will increase the proportion of the net assets of such Sub-fund attributable to that Class;

(ii) the assets and liabilities and income and expenditure applied to a Sub-fund will be attributable to the Class or Classes corresponding to such Sub-fund;

(iii) where any asset is derived from another asset, such asset will be attributable in the books of the Sub-fund to the same Class or Classes as the assets from which it is derived and on each revaluation of such asset, the increase or decrease in value will be applied to the relevant Class or Classes;

(iv) where the Fund incurs a liability in relation to any asset of a particular Class or particular Classes within a Sub-fund or in relation to any action taken in connection with an asset of a particular Class or particular Classes within a Sub-fund, such liability will be allocated to the relevant Class or Classes within such Sub-fund;

(v) in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular Class, such asset or liability will be allocated to all the Classes pro rata to their respective net asset values or in such other manner as determined by the General Partner acting in good faith;

(vi) upon the payment of distributions to the Shareholders of any Class, the net asset value of such Class will be reduced by the amount of such distributions.

#### 12.6 General rules

(a) all valuation regulations and determinations will be interpreted and made in accordance with Luxembourg law;

(b) the latest net asset value will be made available to investors at the registered office of the Fund and the Central Administration, as further set out in the Memorandum. The Fund may arrange for the publication of this information in the reference currency of each Sub-fund/Class and any other currency at the discretion of the Fund in leading financial newspapers. The Fund cannot accept any responsibility for any error or delay in publication or for non-publication of prices;

(c) for the avoidance of doubt, the provisions of this article 12 are rules for determining the net asset value per Share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Fund or any Shares issued by the Fund;

(d) different valuation rules may be applicable in respect of a specific Sub-fund as further laid down in the Memorandum;

(e) with respect to the protection of investors in case of net asset value calculation error, the General Partner will comply with the principles and rules set out in CSSF circular 02/77 of 27 November 2002, subject to what is specified in the Memorandum.

### **13. Art. 13. Suspension of the net asset value of the shares.** Suspension events

13.1 The Fund represented by the General Partner may at any time and from time to time suspend the determination of the net asset value of Shares of any Sub-fund and/or the issue of the Shares of such Sub-fund to subscribers and/or the redemption of the Shares of such Sub-fund from its Shareholders as well as conversions of Shares of any Class in a Sub-fund:

(a) when disposal of the assets of the Fund attributable to such Sub-fund is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the Shareholders and when for any reason the Fund determine that such suspension is in the best interests of investors;

(b) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of investments, transactions for the account of the Sub-fund are rendered impracticable or if purchases and sales of the Fund's assets attributable to such Sub-fund cannot be effected at normal rates of exchange;

(c) when the value of a substantial part of the investments of the Sub-fund may not be determined accurately or when the net asset value calculation of, and/or the redemption right of investors in, one or more target UCIs representing a substantial portion of the assets of the relevant Sub-fund is suspended;

(d) in accordance with, and in circumstances set out under, article 12.3(j) above;

(e) when the suspension is required by law or legal process;

(f) when for any reason and in their absolute discretions, the Fund determine that such suspension is in the best interests of Shareholders;

(g) upon the publication of a notice convening General Meeting for the purpose of winding-up the Fund.

#### Notification and effects of suspension

13.2 Any such suspension will be notified by the Fund or the central administration in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. The Fund or the central administration will notify Shareholders

requesting redemption or conversion of their Shares of such suspension. Such suspension as to any Sub-fund will have no effect on the calculation of the net asset value per Share, the issue, redemption and conversion of Shares of any other Sub-fund.

13.3 Any request for subscription, redemption and conversion will be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the net asset value per Share in the relevant Sub-fund, in which case Shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Fund or the central administration during the suspension period, such application will be dealt with on the first Dealing Day, as determined for each relevant Sub-fund, following the end of the period of suspension.

#### **14. Art. 14. Liability of shareholders.**

14.1 The owners of Shares (i.e., limited shares, shares of whatever Class to the exclusion of the GP Shares) are only liable up to the amount of their capital contribution made to the Fund.

14.2 The General Partner's liability will be unlimited.

#### **15. Art. 15. Management.**

15.1 The Fund will be managed by DCM Systematic GP, S.à r.l. (the General Partner). The General Partner will be the liable partner (actionnaire gérant commandité) and will be indefinitely, jointly and severally liable with the Fund for the liabilities of the Company (engagements sociaux).

15.2 The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Fund's interest which are not expressly reserved by law or by these Articles to the meeting of Shareholders.

15.3 The General Partner will namely have the power on behalf and in the name of the Fund to carry out any and all of the purposes of the Fund and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary or advisable or incidental thereto. Except as otherwise expressly provided, the General Partner will have, and will have full authority in its discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Fund, all rights and powers necessary or convenient to carry out the purposes of the Fund.

#### **16. Art. 16. Authorised signature.**

16.1 The Fund will be bound towards third parties in all matters by the corporate signature of the General Partner or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority will have been delegated by the General Partner as the General Partner will determine in its discretion, except that such authority may not be conferred to a limited partner (associé commanditaire) of the Fund.

#### **17. Art. 17. Investment policy and restrictions.**

17.1 The General Partner, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Sub-fund, (ii) the hedging strategy to be applied to specific Classes within particular Sub-funds and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, all within the investment powers and restrictions as will be set forth by the General Partner in the Memorandum, in compliance with applicable laws and regulations.

17.2 The General Partner will also have power to determine any restrictions which will from time to time be applicable to the investment of the Fund's assets, in accordance with the 2007 Act including, without limitation, restrictions in respect of:

(a) the borrowings of the Fund or any Sub-fund thereof and the pledging of its assets; and

(b) the maximum percentage of the Fund or a Sub-fund's assets which it may invest in any single underlying asset and the maximum percentage of any type of investment which the Fund or a Sub-fund may acquire.

17.3 A Sub-fund (the Investing Sub-fund) may invest in one or more other Sub-funds. Any acquisition of Shares of another Sub-fund (the Target Sub-fund) by the Investing Sub-fund is subject to the following conditions (and such other conditions as may be applicable in accordance with the terms of the Memorandum):

(a) the Target Sub-fund may not invest in turn in the Investing Sub-fund;

(b) the voting rights attached to the Shares of the Target Sub-fund are suspended during the investment by the Investing Sub-fund;

(c) the value of the Shares of the Target Sub-fund held by the Investing Sub-fund are not taken into account for the purpose of assessing the compliance with the EUR1,250,000 minimum capital requirement.

#### **18. Art. 18. Committees established by the general partner.**

18.1 The Fund represented by the General Partner (or its duly appointed agents) may establish committees and delegate to such committees such authority to act on behalf of the Fund in such matters concerned with the management and affairs of the Fund or to act in a purely advisory capacity to the Fund. The creation of any committee by the General Partner (or its duly appointed agents) will be subject to an amendment to the Memorandum in accordance with the rules applicable to amendments to the Memorandum.

18.2 The rules concerning the composition, functions, duties, remuneration of these committees will be as set forth in the Memorandum.

### **19. Art. 19. Indemnification.**

19.1 The members of the General Partner and any committee are entitled to be indemnified, out of the relevant Sub-fund's assets against any and all liabilities, obligations, losses, damages, fines, taxes and interest and penalties thereon, claims, demands, actions, suits, proceedings (whether civil, criminal, administrative, investigative or otherwise) and litigation costs, expenses and disbursements (including legal and accounting fees and expenses, costs of investigation and sums paid in settlement) which may be imposed on, incurred by, or asserted at any time against them in any way related to or arising out of the General Partner or any committee members being involved in the business of the relevant Sub-fund, provided that no manager will be entitled to such indemnification for any action or omission resulting from any behaviour which qualifies as fraud, wilful misconduct, reckless disregard or gross negligence.

19.2 Each of the Fund service providers and their directors, officers, agents and employees may also benefit from an indemnification from the Fund, subject to the terms and provisions of the relevant Fund service providers agreement.

### **20. Art. 20. Meetings of shareholders.**

20.1 The annual general meeting of Shareholders (each general meeting of the Shareholders, a General Meeting) will be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Fund or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the second Friday of June of each year at 2pm CET. If such day is not a Luxembourg business day, the annual General Meeting will be held on the next following Luxembourg business day.

20.2 Other General Meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

20.3 All General Meetings will be chaired by the General Partner.

20.4 To the extent permitted by law, the convening notice to a General Meeting may provide that the quorum and majority requirements will be assessed against the number of Shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the relevant meeting (the Record Date) in which case, the right of any Shareholder to participate in the meeting will be determined by reference to his/her/its holding as at the Record Date.

20.5 Any regularly constituted meeting of Shareholders will represent the entire body of Shareholders of the Fund. No resolution of the Shareholders will be effective without the consent of the General Partner, except to the effect of appointing liquidator(s).

### **21. Art. 21. Notice, Quorum, Convening notices, Powers of attorney and vote.**

21.1 The notice periods and quorum provided for by law will govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

21.2 The General Partner may convene a General Meeting at any time. It will be obliged to convene it so that it is held within a period of one month, if Shareholders representing one-tenth of the capital require it in writing, with an indication of the agenda. One or more Shareholders representing at least one tenth of the subscribed capital may require the entry of one or more items on the agenda of any General Meeting. This request must be addressed to the Fund at least 5 (five) Luxembourg business days before the relevant General Meeting.

21.3 All the Shares being in registered form, the convening notices will be made by registered letters only.

21.4 Each Share (and each GP Share) is entitled to one vote, subject to the provisions of articles 7 and 11.

21.5 Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting subject to the express consent of the General Partner.

21.6 However, resolutions to alter the Articles of the Fund may only be adopted in a General Meeting properly convened and constituted in accordance with the Companies Act and any other relevant Luxembourg law and with the consent of the General Partner.

21.7 The nationality of the Fund may be changed only with the unanimous consent of the Shareholders and bondholders (if any).

21.8 Any amendment affecting the rights of the holders of Shares of any Class vis-à-vis those of any other Class will only be valid if passed in accordance with article 68 of the Companies Act.

21.9 A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person (who need not be a Shareholder) as its proxy in writing whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed.

21.10 If all the Shareholders are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

21.11 The Shareholders may vote in writing (by way of a voting bulletins) on resolutions submitted to the General Meeting provided that the written voting bulletins include (i) the name, first name, address and the signature of the relevant Shareholder, (ii) the agenda as set forth in the convening notice and (iii) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. In order to be taken into account, the original voting bulletins must be received by the Fund forty-eight (48) hours before the relevant General Meeting.

21.12 The General Partner may determine any other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

**22. Art. 22. General meetings of shareholders in a sub-fund or in a class of shares.**

22.1 The Shareholders of any Sub-fund or any Class issued in a Sub-fund may hold, at any time, meetings of the Shareholders of such Sub-fund or Class to decide on any matters which relate exclusively to that Sub-fund or Class.

22.2 In addition, the Shareholders of any Sub-fund or any Class may hold, at any time, meetings of the Shareholders of such Sub-fund or Class for any matters which are specific to that Sub-fund or Class.

22.3 The provisions of article 21 apply to such meetings of the Shareholders of such Sub-fund or Class, unless the context otherwise requires.

**23. Art. 23. Auditors.**

23.1 The accounting information contained in the annual report of the Fund will be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the General Meeting and remunerated by the Fund.

23.2 The auditor will fulfil all duties prescribed by the 2007 Act.

**24. Art. 24. Liquidation or transfer of sub-funds of shares.**

24.1 In the event that, for any reason, the value of the total net assets in any Sub-fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the General Partner or its delegate to be the minimum level for such Sub-fund to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation, or as a matter of economic rationalisation, the General Partner may decide to offer to the relevant Shareholders the conversion of their Shares into Shares of another Sub-fund under terms fixed by the General Partner or to redeem all the Shares of the relevant Sub-fund or Class at the latest net asset value per Share (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses). The Fund will serve a notice to the holders of the relevant Shares prior to the effective date of the compulsory redemption, which will indicate the reasons for and the procedure for the redemption operations. Registered Shareholders will be notified in writing.

24.2 Notwithstanding the powers conferred to the General Partner in article 24.1, the General Meeting of any Class (or sub-class) or of any Sub-fund will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the General Partner, to redeem all the Shares of the relevant Sub-fund or Class (or sub-class) and refund to the Shareholders the latest net asset value of their Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses). There will be no quorum requirements for such General Meeting, which will decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

24.3 Any request for subscription will be suspended as from the moment of the announcement of the decision of liquidation, the transfer of the relevant Sub-fund.

24.4 Assets which may not be distributed upon the implementation of the liquidation will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto within the applicable time period.

24.5 All redeemed Shares will be cancelled.

24.6 Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the General Partner may decide to allocate the assets of any Sub-fund to those of another existing Sub-fund within the Fund or to another UCI organised under the provisions of the 2007 Act or of Part II of the Luxembourg act of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment, as amended, or to another sub-fund within such other UCI (the New Sub-fund) and to redesignate the Shares of the Sub-fund concerned as Shares of another Sub-fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be notified in the same manner as described in the first paragraph of this article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New Sub-fund), in order to enable Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, during such period.

24.7 Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by article 24.6, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-fund to another Sub-fund within the Fund may, in any other circumstances, be decided upon by a General Meeting of the Sub-fund or Class concerned for which there will be no quorum requirements and which will decide upon such contribution by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

24.8 Furthermore, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-fund to another UCI referred to in article 24.6 or to another sub-fund within such other UCI will require a resolution of the Shareholders of the Class or Sub-fund concerned taken with 50% quorum requirement of the Shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the Shares present or represented and voting, except when such a contribution is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based UCI, in which case resolutions will be binding only on such Shareholders who have voted in favour of such contribution. Any General Meeting resolution taken in accordance with this article 24.8 is subject to the General Partner's consent.

**25. Art. 25. Financial year.** The financial year of the Fund will begin on 1 January and terminate on 31 December of each year, except for the first financial year which will start on the date of establishment of the Fund and end on 31 December 2016.

**26. Art. 26. Application of income.**

26.1 The General Meeting determines, upon proposal from the General Partner and within the limits provided by law, how the income from the Sub-fund will be applied with regard to each existing Class, and may declare, or authorise the General Partner to declare, distributions.

26.2 For any Class entitled to distributions, the General Partner may decide to pay interim dividends in accordance with the 2007 Act and any other applicable legal provisions.

26.3 Payments of distributions to owners of registered Shares will be made to such Shareholders on their bank account as set out in the register of Shareholders or the subscription form of each Shareholder.

26.4 Distributions may be paid in such a currency and at such a time and place as the General Partner determines from time to time.

26.5 Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration will be forfeit and revert to the Class(es) of Shares issued in the respective Sub-fund.

26.6 No interest will be paid on a dividend declared by the Fund and kept by it at the disposal of its beneficiary.

**27. Art. 27. Depositary.**

27.1 The Fund will enter into a depositary agreement with a bank which will satisfy the requirements of the 2007 Act and the 2013 Act (the Depositary) who will assume towards the Fund and its Shareholders the responsibilities provided by the 2007 Act and the 2013 Act and the depositary agreement. The fees payable to the Depositary will be determined in the depositary agreement.

27.2 In the event of the Depositary desiring to retire, the General Partner will within two months appoint another financial institution to act as depositary and upon doing so the General Partner will, subject to the approval of the CSSF and in compliance with the requirements of the 2007 Act, appoint such institution to be depositary in place of the retiring Depositary. The General Partner will have power to terminate the appointment of the Depositary but will not remove the Depositary unless and until a successor depositary will have been appointed in accordance with this provision to act in place thereof.

27.3 The liability of the Depositary shall not be affected by any delegation(s) of its custody function and the Depositary shall be liable to the Fund or its investors for the loss of financial instruments that can be held in custody by the Depositary or a third party to whom the custody of financial instruments has been delegated. The Depositary may discharge its responsibility in case of a loss of a financial instrument that can be held in custody (i) in the event it can prove that the loss has arisen as a result of an external event beyond its reasonable control, the consequences of which would have been unavoidable despite all reasonable efforts to the contrary in accordance with article 19 (12) of the 2013 Act; or (ii) where it has contractually discharged its responsibility in compliance with article 19 (13) of the 2013 Act; or in compliance with the conditions set out under article 19 (14) of the 2013 Act where the laws of a third country requires that certain financial instruments be held by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements of article 19 (11) of the 2013 Act.

**28. Art. 28. Liquidation.**

28.1 The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting, subject to the quorum and majority requirements for amendment to these Articles.

28.2 If the assets of the Fund fall below two-thirds of the minimum capital indicated in article 5, the question of the dissolution of the Fund will be referred to the General Meeting by the General Partner. The General Meeting, for which no quorum will be required, will decide by simple majority of the votes of the Shares represented at the General Meeting.

28.3 The question of the dissolution of the Fund will further be referred to the General Meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by article 5; in such event, the General Meeting will be held without any voting quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-quarter of the votes of the Shares represented at the meeting.

28.4 The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the determination that the net assets of the Fund have fallen below two-thirds or one-quarter of the legal minimum, as the case may be.

28.5 In the event of a voluntary liquidation, the Fund will, upon its dissolution, be deemed to continue to exist for the purposes of the liquidation. The operations of the Fund will be conducted by one or several liquidators, who, after having been approved by the CSSF, will be appointed by a General Meeting, which will determine their powers and compensation.

28.6 If the Fund were to be compulsorily liquidated, the provision of the 2007 Act and the Companies Act will be applicable.

28.7 Should the Fund be voluntarily liquidated, then its liquidation will be carried out in accordance with the provisions of the 2007 Act and the Companies Act.

28.8 The issue of new Shares by the Fund will cease on the date of publication of the notice of the General Meeting, to which the liquidation and dissolution of the Fund will be proposed.

28.9 The decision to dissolve the Fund will be published in the Mémorial and two newspapers with adequate circulation, one of which must be a Luxembourg newspaper.

28.10 The liquidator(s) will realise each Sub-fund's assets in the best interests of the Shareholders and apportion the proceeds of the liquidation of each Sub-fund, net of all liquidation expenses, among each Class of Shareholders in accordance with their respective rights.

28.11 Any amounts unclaimed by the Shareholders at the closing of the liquidation of the Fund will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg for a duration of thirty (30) years. If amounts deposited remain unclaimed beyond the prescribed time limit, they will be forfeit.

**29. Art. 29. Preferential treatment of shareholders.**

29.1 Any prospective or existing investor may be granted a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment, resulting in a disadvantage to certain or all of the other investors (the Preferential Treatment) provided, however, that such Preferential Treatment does not result in an overall material disadvantage to other investors.

29.2 A Preferential Treatment may consist (i) in the diminution or removal of any applicable fees, (ii) in the partial or total reimbursement or rebate of certain fees, charges and/or expenses, (iii) in preferential terms applicable to any subscription, redemption, conversion or Transfer (such as shorter or no prior notice, lower or no minimum amount requirements, lower or no gating, reduced or no side-pocketing, reduced or no pre-emption, tag-along or drag-along rights; the foregoing being illustrative and not exhaustive), (iv) in the possibility of avoiding investment in, or exposure to, certain assets, liabilities or counter-parties, (v) in the access to, or increased transparency of, information related to certain aspects of a Sub-fund's portfolio or of the Fund's or its external AIFM's management or activities (whether past, present and/or future) in general, (vi) in preferential terms in relation to any distribution (whether of dividends, carried interests, liquidation proceeds or of any other amount that may be distributed by the Fund to investors), (vii) in certain preferential terms and rights (including veto) in relation to the appointment or removal of members of the Fund's or the external AIFM's governing bodies and/or internal committees, (viii) in the participation to the Fund's or its external AIFM's management or activities in general (including participation to their governing bodies and/or internal committees), (ix) in a right to veto, to postpone or to otherwise condition certain decisions or resolutions, (x) in increased or additional voting rights, (xi) in a "most favoured nation" (or similar) right, or (xii) in any other advantage or privilege that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the General Partner and/or the external AIFM.

29.3 A Preferential Treatment may be granted on the basis (i) of the size, nature, timing or any feature of the investment in the Fund, (ii) of the type, category, nature, specificity or any feature of the investor or investors, (iii) of the involvement in, or participation to, the Fund's or its external AIFM's management or activities (whether past, present and/or future) in general, or (iv) of any other criteria, element or feature that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Fund and/or its external AIFM.

29.4 A Preferential Treatment may take the form (i) of a contractual arrangement, (ii) of a side letter or (iii) of the creation of a specific category of Shares or Class, or may take any other form or arrangement that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Fund and/or its external AIFM.

29.5 Unless otherwise provided to the contrary or required by applicable laws or regulations, the existence or introduction of a Preferential Treatment or the fact that one or more investors have been granted a Preferential Treatment does not create a right in favour of any other prospective or existing investor to claim for its benefit such a Preferential Treatment, even if, in relation to this investor, all the criteria and features on which is based the relevant Preferential Treatment are met, and even if the situation and features of this investor are identical to any of the investors to whom this Preferential Treatment has been granted.

29.6 Whenever the external AIFM grants a Preferential Treatment to an investor, a description of that Preferential Treatment, the type of investors who obtain such Preferential Treatment and, where relevant, their legal or economic links with the Fund or the external AIFM, as well as any material change to this information, will to the extent required under applicable laws and regulations be disclosed or made available to investors pursuant to such means decided by the external AIFM in accordance with applicable laws and regulations. It is being understood that availability or disclosure of any information regarding Preferential Treatment may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

**30. Art. 30. Applicable law.** All matters not governed by these Articles will be determined in accordance with the 2007 Act and the Companies Act in accordance with article 1.2.

*Transitory provisions*

The first financial year will begin today and it will end on 31 December 2016.

The first annual General Meeting will be held in 2017.

*Subscription*

The Articles having thus been established, the above-named parties have subscribed the Shares as follows:

DCM Systematic GP S.à r.l., prenamed: . . . . .	one (1) GP Share;
Jérôme Callut, prenamed: . . . . .	one hundred and fifty-four and fifty hundredths (154.5) Shares; and
Anthony Dearden, prenamed: . . . . .	<u>one hundred and fifty-four and fifty hundredths (154.5) Shares</u>
Total: . . . . .	310 (three hundred and ten) shares

All these shares have been fully paid-up in cash, therefore the amount of thirty one thousand Euro (EUR 31,000) is now at the disposal of the Fund, proof of which has been duly given to the notary.

#### *Statement - Costs*

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26, 26-3 and 26-5 of the Companies Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the Companies Act.

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 2,500.-

#### *Extraordinary General Meeting*

The appearing parties, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as having been duly convened, immediately proceeded to the holding of a General Meeting.

Having first verified that the meeting was regularly constituted, the Shareholders passed with the consent of the General Partner, the following resolutions by unanimous vote:

1. that the purpose of the Fund has been determined and that the Articles have been set;
2. that Ernst & Young S.A., with registered office at 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg is appointed as the external auditor of the Fund for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2017;
3. that the registered office of the Fund is established at 15, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, who are known to the notary by their surnames, names, civil status and residences, the said persons appearing signed the present deed together with the notary.

Signé: M. VOOS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 22 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/41182. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Référence de publication: 2016001013/833.

(150240614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

#### **Digital Services XXVIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 20.837,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 188.461.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-ninth day of October, before us, Maître Cosita Delvaux, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

#### THERE APPEARED:

1. Rocket Internet SE (formerly Rocket Internet AG), a European Company (Societas Europaea) with its statutory seat in Berlin, Germany, registered with the commercial register (Handelsregister) at the local court of Charlottenburg (Amtsgericht Charlottenburg), Germany, under no. HRB 165662 B, having its business address at Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Germany, (hereinafter "Rocket"),

being the holder of twelve thousand and five hundred (12,500) common shares, and becoming the holder of three thousand sixty three (3,063) new common shares,

here represented by Mrs Magdalena Staniczek, private employee, professionally residing in Senningerberg, by virtue of a proxy, given in Berlin, on 27 October 2015;

2. Mangrove IV Investments S.à.r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée) organized and existing under the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under no. B 189521, having its registered office at 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg (hereinafter "Mangrove"),

becoming the holder of three thousand nine hundred fifty six (3,956) series A shares,

here represented by Mrs Magdalena Staniczek, private employee, professionally residing in Senningerberg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg, on 27 October 2015; and

3. Enern Cardamon s.r.o., a limited liability company (spole.nost s ru.enim omezenym) organized and existing under the laws of the Czech Republic, ID No. 038 19 345, having its registered office at Türkova 2319/5b, Prague 4 - Chodov, 149 00, Czech Republic, and registered with the Czech Commercial Register (obchodni rejst.ik) maintained by the Municipal Court in Prague (M.stský soud v Praze) under no. C 238178 (hereinafter "Enern"),

becoming the holder of one thousand three hundred eighteen (1,318) series A shares,

here represented by Mrs Magdalena Staniczek, private employee, professionally residing in Senningerberg, by virtue of a proxy, given in Prague, on 27 October 2015.

The said proxies, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Rocket is the sole shareholder of DIGITAL SERVICES XXVIII S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 188.461 and incorporated pursuant to a deed of the notary Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 18 June 2014, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2514 dated 17 September 2014. The articles of association have not been amended since.

Rocket representing the entire share capital declares having waived any notice requirement, the general meeting of the shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the following agenda whereby Mangrove and Enern participate and vote for purpose of agenda points 4 et seqq. only:

#### *Agenda*

1. Decision to create two (2) classes of shares in the share capital of the Company, so that the Company will hence have two (2) classes of shares, represented by common shares (hereinafter "Common Shares") and series A shares (hereinafter "Series A Shares").

2. Acceptance of Mangrove IV Investments S.à.r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée) organized and existing under the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under no. B 189521, having its registered office at 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, as new shareholder of the Company.

3. Acceptance of Enern Cardamon s.r.o., a limited liability company (spole.nost s ru.enim omezeným) organized and existing under the laws of the Czech Republic, ID No. 038 19 345, having its registered office at Türkova 2319/5b, Prague 4 - Chodov, 149 00, Czech Republic, and registered with the Czech Commercial Register (obchodni rejst.ik) maintained by the Municipal Court in Prague (M.stský soud v Praze) under no. C 238178, as new shareholder of the Company.

4. Increase of the Company's share capital by an amount of eight thousand three hundred and thirty seven euros (EUR 8,337.-) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) up to twenty thousand eight hundred thirty seven euros (EUR 20,837.-) by issuing three thousand sixty three (3,063) Common Shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each, and five thousand two hundred seventy four (5,274) Series A Shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5. Subsequent amendment of article five (5) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

**“ Art. 5. Share Capital.**

5.1 The Company's share capital is set at twenty thousand eight hundred thirty seven euros (EUR 20,837.-), represented by:

5.1.1 fifteen thousand five hundred sixty three (15,563) common shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each (the "Common Shares"), and

5.1.2 five thousand two hundred seventy four (5,274) series A shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each (the "Series A Shares").

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles of association or by the Law.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 No new shares of any given class or series shall be issued unless such shares have first been offered to each holder of existing shares in the Company, and those holders have a (non-negotiable) pre-emption right to subscribe for the offered



shares in proportion to their holdings of the shares, at such price and on such terms as those shares are to be offered to others.”

6. Full restatement of the articles of association of the Company so that they shall henceforth read as follows:

#### **A. Name - Purpose - Duration - Registered office**

**Art. 1. Name.** There exists a private limited company (societe a responsabilite limitee) under the name Digital Services XXVIII S.à r.l. (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

#### **Art. 2. Purpose.**

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio, in view of its realisation by sale, exchange or otherwise.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The purpose of the Company is also (i) the acquisition by purchase, registration or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of intellectual and industrial property rights, (ii) the granting of license on such intellectual and industrial property rights, and (iii) the holding and the management of intellectual and industrial property rights.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

#### **Art. 3. Duration.**

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

#### **Art. 4. Registered Office.**

4.1 The registered office of the Company is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

#### **B. Share capital - Shares**

#### **Art. 5. Share Capital.**

5.1 The Company’s share capital is set at twenty thousand eight hundred thirty-seven euros (EUR 20,837.00), represented by

5.1.1 fifteen thousand five hundred sixty-three (15,563) common shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each, and

5.1.2 five thousand two hundred seventy-four (5,274) series A shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each (“Series A Shares”).

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles of association or by the Law.

5.2 The Company’s share capital may be increased (subject to Article 5.3) or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 No new shares of any given class or series shall be issued unless such shares have first been offered to each holder of existing shares in the Company, and those holders have a (non-negotiable) pre-emption right to subscribe for the offered shares in proportion to their holdings of the shares, at such price and on such terms as those shares are to be offered to others.

## **Art. 6. Shares.**

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

6.5 The Company may accept contributions without issuing shares or other securities in consideration and may allocate such contributions to one or more distributable reserves. Decisions as to the use of any such distributable reserves are to be taken by the shareholder(s) or the manager(s) as the case may be, subject to the Law and these articles of association.

## **Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.**

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely Transferable among shareholders, subject to mandatory laws and the provisions of any shareholders' agreement between the shareholders of the Company, if any, in particular, any rights of first refusal, rights of pre-emption or tag-along rights or drag-along rights contained in any shareholders' agreement between the shareholders of the Company.

7.4 Inter vivos, the shares may only be Transferred to new shareholders subject to the approval of such Transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital, which majority must include the holders of a majority of the Series A Shares (a "Super Majority") and subject to the provisions of any shareholders' agreement between the shareholders, if any, in particular, any rights of first refusal, rights of pre-emption or tag-along rights or drag-along rights contained in any shareholders' agreement between the shareholders. "Transfer" shall include to transfer, sell, assign, pledge, hypothecate, create a security interest in or lien on, place in trust (voting or otherwise), exchange, gift or transfer by operation of law or in any other way subject to any encumbrance or dispose of, whether or not voluntary and "Transferred" and "Transferable" shall be construed accordingly. To the extent that such approval has been granted, an additional consent to the transfer of shares is not required:

7.4.1 in any case of a Transfer of shares by the shareholder Rocket Internet SE ("Rocket"), the shareholder Mangrove IV Investments S.à r.l. ("Mangrove") and the shareholder Enern Cardamon s.r.o. ("Enern", jointly with Rocket and Mangrove the "Investors" and each also an "Investor") to a company affiliated to such Investor within the meaning of sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG);

7.4.2 in case of a Transfer of shares by any Investor to a company (x) which is directly or indirectly Controlling, Controlled by or under common Control with this Investor (each a "Controlled Company") or (y) to one or more direct or indirect shareholders of the respective Investor in connection with the liquidation of that Investor. In this section 7.4.2, "Control" or "Controlled" or "Controlling" shall mean the direct or indirect domination of the company by way of (a) managing the company as managing shareholder or partner, (b) holding the majority of shares or (c) holding the majority of voting rights by means of a contractual voting pool, or (d) the unilateral ability to cause, directly or indirectly, the direction of the management and policies of a person, whether through the ownership of voting securities or otherwise, or (y) in which the respective Investor or one or more shareholders of such Investor has a direct or indirect majority shareholding;

7.4.3 in case of a Transfer of shares (i) to a party acquiring shares under a simplified employee participation agreed by the shareholders under any shareholders' agreement to which they are a party or (ii) to the Company and/or any Investor pursuant to a call-option under a vesting scheme pursuant to such simplified employee participation;

7.5 In the cases provided for in Article 7.4.1 through 7.4.3 above, no duties to offer for sale apply, nor do any rights of first refusal, rights of pre-emption or tag-along rights or drag-along rights in favour of other shareholders apply.

7.6 Any transfer, assignment or any other disposal of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer, assignment or any other disposal to, or upon the acceptance of the transfer, assignment or any other disposal by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.7 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by a Super Majority (which, for these purposes, shall exclude the shares of the deceased shareholder). Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

## **C. Decisions of the shareholders**

### **Art. 8. Collective decisions of the shareholders.**

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 Unless a notarial record is made of shareholders' resolutions, a written record must be made of every resolution passed at shareholders' meetings (for purposes of proof, not as a precondition of validity) without undue delay, which must state the place and date of the meeting, the participants, the items on the agenda, the shareholders' resolution and the votes cast. The written record must be signed by all shareholders present or represented in the shareholders' meeting (for purposes of proof, not as a precondition of validity). The written record must be sent to each shareholder in writing without undue delay.

8.5 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

**Art. 9. General meetings of shareholders.**

9.1 Meetings of shareholders may be held at the registered office of the Company or at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting.

9.2 The shareholders' meeting is called by written notice sent to each shareholder, stating the place, date, time and agenda, with a period of notice of at least five business days.

9.3 If all shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived convening requirements, the meeting may be held without prior notice.

9.4 Each shareholder is entitled to be accompanied or represented at the shareholders' meeting by another person authorised by a written power of attorney.

9.5 Shareholders may take part in a meeting through videoconference or through other means of communication allowing their identification and are deemed to be present for the computation of the quorums and votes. The means of communication used must allow all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and must allow an effective participation of all such persons in the meeting.

**Art. 10. Quorum and vote.**

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 A shareholders' meeting only constitutes a quorum if at least 50% of the share capital is represented. Save for a higher majority provided in these articles of association or by Law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If there is no quorum, a new shareholders' meeting with the same agenda must be called without undue delay in compliance with Article 9.2. This shareholders' meeting then shall constitute a quorum regardless of the share capital represented, if this was pointed out in the notice calling the meeting and the decisions shall be taken at the majority of the votes cast.

**Art. 11. Change of nationality.** The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

**Art. 12. Amendments of articles of association.** Any amendment of these articles of association requires the approval of (i) a majority in number of shareholders (ii) who also constitute a Super Majority.

**Art. 13. Shareholders' resolutions requiring specific majority.**

13.1 Shareholders' Resolutions regarding the following subjects must be taken by (i) a majority in number of shareholders (ii) who also constitute a Super Majority:

13.1.1 disposition of all Company's assets or of a significant part of the Company's assets including the resolution with respect to the dissolution of the Company; and

13.1.2 resolution with respect to the merger, division and transformation of the Company.

13.2 Resolutions regarding the following subjects must be taken by a Super Majority:

13.2.1 conclusion of intra-group agreements (Unternehmensverträge within the meaning of sections 291 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG));

13.2.2 conclusion of Company participations (for the avoidance of doubt, other than by way of disposal of shares) of any kind including silent partnerships and all agreements by which the other contractual party is granted a participation in the Company's profit or any payment that is dependent on the amount of the Company's profit; this does not include agreements with shareholders or employees of the Company, including agreements concluded in light of a prospective status as shareholder or employee, as well as agreements with third parties within the ordinary course of business, e.g. agreements between the Company and advertising partners;

13.2.3 acquisition of the Company's own shares;

13.2.4 Conclusion of Related Party Agreements with Rocket, any Rocket Related Party, any Founder or any Related Party of the Founders; “Related Party Agreement” shall mean any agreement, arrangement and legal relationship (i) between the Company or any of its subsidiaries on the one hand and a shareholder or any of its Related Parties or a Founder or any of its Related Parties on the other hand, and/or (ii) to which the Company or any of its subsidiaries is party and which are for the benefit of any shareholder or any of its Related Parties or of a Founder or any of its Related Parties (as third party beneficiary or otherwise), and/or (iii) to which a shareholder or any of its Related Parties or a Founder or any of its Related Parties is a party and which are for the benefit of the Company or any of its subsidiaries (as third party beneficiary or otherwise), provided that any shareholders’ agreement or investment agreement entered into by all shareholders and the Company shall not be regarded as Related Party Agreement; “Related Party” shall mean (i) with respect to any legal entity (other than the Company or any of its subsidiaries), such entity’s managers and members of advisory board (or similar corporate body) and direct or indirect shareholders (provided that shareholders of a publicly listed entity shall only be encompassed if such publicly listed entity is an affiliate of such shareholder or is controlled by such shareholder) and its or such direct or indirect shareholders’ affiliates (other than the Company or any of its subsidiaries) and (ii) with respect to any natural person, such person’s affiliates (other than the Company or any of its subsidiaries) and relatives and all such relatives’ affiliates (other than the Company or any of its Subsidiaries); “Founder” shall mean Fabian Dudek and Dr. Patricia Moubarak;

13.2.5 Amendments to the articles of association or other constitutional documents;

13.2.6 Payment or declaration of interim dividends, dividends or other distributions to shareholders or members;

13.2.7 Preparing for or effecting any Liquidity Event, initial public offering of shares on any stock exchange merger, transformation or dispositions of material assets; “Liquidity Event” shall mean each of (i) any Transfer of at least 50% of all shares in the Company, or a swap or a take-over of the Company in an economically comparable way in a single or more related transactions or in close time proximity to one another, or (ii) Transfer of at least 50% of the Company’s assets or business of the Company, in a single or more related transactions or (iii) of the liquidation or de facto liquidation of the Company (in particular following an asset deal) or (iv) of any sale or transfer of shares in the Company either to third parties or other shareholders that would result in either more than 50% of the share capital or more than 50% of the voting rights being owned by the acquiring party/parties (change of control) as a result of one or more related acquisitions;

13.2.8 Material changes to the business object of the Company;

13.2.9 Modification of the fields of business of the Company or the termination of existing and commencement of new fields of business;

13.2.10 Appointment of any insolvency practitioner, taking any step (including the passing of any resolution) to dissolve, wind up or liquidate any group company or put any group company into analogous insolvency proceedings in any jurisdiction;

13.2.11 Acquisition of other companies/businesses;

13.2.12 Acquisition of any group company’s own shares (other than in cases of forced redemption);

13.2.13 Entry into or termination of any profit sharing, partnerships or joint ventures;

13.2.14 Dismissals of any managers or appointing any replacement or additional managers;

13.2.15 Changes to the Simplified Employee Participation (as defined by the Shareholder’s Agreement) and percentage allocated to the Simplified Employee Participation;

13.2.16 Granting, setting up or amending any employee incentive scheme other than the establishment of the Simplified Employee Participation;

13.2.17 Dealing with Intellectual Property Rights (as defined by the Shareholder’s Agreement) other than in the ordinary course of business;

13.2.18 Charitable donations;

13.2.19 Changes to the composition of the Advisory Board as well as any changes/amendments to the rights and obligations of the Advisory Board; and

13.2.20 Equity or debt fundraisings in excess of the amount provided for in the business plan (i.e. EUR 10 million);

13.2.21 Acquisition, sale and encumbrance of real estate and similar rights or rights in real estate;

13.2.22 Appointment or change of the auditor;

13.2.23 Entry into any agreement or arrangement to do any of the matters set out in any of the preceding paragraphs; and

13.2.24 Resolving on granting approval to any Group Company (as defined in the Shareholder’s Agreement) related to any of the matters set out in any of the preceding paragraphs (for the avoidance of doubt, for the purposes of this Article 13.2.24, a term “constitutional documents” as used in Article 13.2.5 shall include, without any limitation, limited partnership agreements).

13.3 Whenever the capital of the Company is divided into different classes of shares the specific rights and obligations attached to any class (such as the Series A Shares) may be varied or abrogated only with the unanimous consent in writing of the shareholders who hold all the issued shares of that class.

13.4 Subscription rights in case of capital increases may only be excluded with the consent of each shareholder whose subscription rights are being excluded.

#### **D. Board of managers - Advisory board**

##### **Art. 14. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.**

14.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

14.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

14.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfill the Company’s corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

##### **Art. 15. Election, removal and term of office of managers.**

15.1 The manager(s) shall be elected by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office, provided that the election of such manager(s) has first been approved by a Special Advisory Board Majority (as defined below).

15.2 The managers shall be elected and may be removed from office at any time, with or without cause by a decision of the shareholders representing more than half of the Company’s share capital, provided that the election of such manager (s) has first been approved by a Special Advisory Board Majority (as defined below).

15.3 The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two (2) different classes, being class A managers who may reside anywhere in the world and class B managers who must be residents of the Grand Duchy of Luxembourg. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant shareholders resolutions and the managers be identified with respect to the class they belong, provided that the election of such manager (s) has first been approved by a Special Advisory Board Majority (as defined below).

**Art. 16. Vacancy in the office of a manager.** In the event of a vacancy in the office of the Company’s sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders, provided that the election of such manager(s) has first been approved by a Special Advisory Board Majority (as defined below).

##### **Art. 17. Convening meetings of the board of managers.**

17.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

17.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers at least twenty-four (24) hours in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

17.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

##### **Art. 18. Management.**

18.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

18.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

18.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

18.4 The board of managers shall invite a representative of Enern appointed by Enern and a representative of Mangrove appointed by Mangrove to attend meetings of the board of managers of the Company as an observer.

18.5 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

18.6 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

18.7 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote. In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

18.8 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

18.9 The managers shall require the consent of the Advisory Board (as defined below), which majority must, however, include the affirmative vote of the member appointed by the holder of the highest number of Series A Shares (“Special Advisory Board Majority”) for the legal transactions and measures specified below. No consent is required if such legal transactions and measures have been precisely defined and have in advance been approved by an adopted budget with the consent of the Advisory Board (as defined below):

18.9.1 Granting, introduction and amendment of pension commitments of any kind;

18.9.2 Conclusion, amendment or termination of Company collective agreements;

18.9.3 Changes to the business plan or budget or approval of the budget for each following year;

18.9.4 Provision of or amendment of the terms of any loan or assumption of sureties, guarantees or similar liabilities in excess of an amount of EUR 50,000.00;

18.9.5 Incur aggregate financial indebtedness in excess of EUR 50,000;

18.9.6 Futures transactions concerning currencies, securities and exchange-traded goods and rights as well as other transactions with derivative financial instruments;

18.9.7 Commence or discontinue the prosecution or defense of, or settle any legal or arbitration proceedings, in each case where the amount claimed is in excess of EUR 50,000.00;

18.9.8 Changes to the terms of engagement of any of the Managers; and

18.9.9 Entry into any agreement or arrangement to do any of the matters set out in any of the preceding paragraphs.

18.10 If the consent is required as aforesaid for the acquisition, sale or encumbrance of objects, the consent is also required for the contractual obligation relating thereto. The shareholders’ meeting may by resolution determine further transactions and measures requiring the consent of the Advisory Board (as defined below). The Advisory Board (as defined below) may give its consent also in advance for certain groups and kinds of transactions and measures.

18.11 The shareholders may by shareholders’ resolution including the affirmative vote of a Super Majority adopt rules of procedure for the managers (consistent with these articles of association).

18.12 The management shall ensure that, as far as legally possible, the regulations in this Article 18 apply in the same manner to all related companies in which the Company holds a majority interest, directly or indirectly, at present or in the future.

#### **Art. 19. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.**

19.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any, or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such minutes shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such copies or excerpts shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation).

19.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

**Art. 20. Dealing with third parties.** The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers; in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A manager and class B manager), the Company will only be validly bound by the joint signature of at least one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation) or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

#### **Art. 21. Advisory board.**

21.1 The Company shall have an advisory board (“Advisory Board”). It shall consist of two (2) voting members. The shareholders may by way of unanimous shareholders’ consent increase or decrease the number of voting members of the Advisory Board.

21.2 The shareholders shall only set and/or amend rules of procedure for the Advisory Board by way of a unanimous shareholders' consent.

21.3 The voting members of the Advisory Board shall be nominated, withdrawn or replaced by each member's respective appointing shareholder by written notification towards the Company as follows:

21.3.1 one (1) voting member of the Advisory Board, having four (4) votes, shall be nominated by Rocket in its sole discretion; and

21.3.2 one (1) voting member of the Advisory Board, having one (1) vote, shall be nominated by the holder of the highest number of Series A Shares ("Series A Majority") in its sole discretion.

21.4 Each member of the Advisory Board may be represented by another member of the Advisory Board or any other representative of the respective party. In this case a written proxy must be presented at the respective Advisory Board meeting. For this purpose, Rocket and a Series A Majority are entitled to appoint one substitute member for each Advisory Board member.

21.5 The Advisory Board may have non-voting members of the Advisory Board as observers.

21.6 Enern shall be entitled to appoint a non-voting member to the Advisory Board as an observer.

21.7 The Advisory Board shall have a chairman and a deputy chairman. A voting member nominated by Rocket shall be the chairman of the Advisory Board. The rules of procedure of the Advisory Board, if any, may provide for further provisions in particular on the self-organization of the Advisory Board. Subject to those matters requiring the consent of a Special Advisory Board Majority, the Advisory Board shall adopt resolutions with the simple majority of votes cast. The Advisory Board shall hold meetings on a regular basis, at least once every calendar quarter.

21.8 The Advisory Board is not a supervisory board within the meaning of article 200 of the Law.

21.9 In addition to the consent requirements provided for in Article 18.9, the Advisory Board has a consultative function and will not interfere in the management of the Company.

## **E. Audit and supervision**

### **Art. 22. Auditor(s).**

22.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders (including the affirmative vote of a majority of the Series A Shares) shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

22.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders (including the affirmative vote of a majority of the Series A Shares).

22.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

22.4 If the shareholders of the Company (including the affirmative vote of a majority of the Series A Shares) appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

22.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders (including the affirmative vote of a majority of the Series A Shares) with cause or with its approval.

## **F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends**

**Art. 23. Financial year.** The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

### **Art. 24. Annual accounts and allocation of profits.**

24.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

24.2 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

24.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

24.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

24.5 The general meeting of shareholders (with the affirmative vote of a Super Majority) shall determine, in its sole discretion but with an option to ask the board of managers for its recommendation, how the remainder of the Company's annual net profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

24.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company, but in any case subject to any liquidation preference as agreed in any shareholders' agreement between the shareholders of the Company.

### **Art. 25. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.**

25.1 Subject to Article 13.2.6, the board of managers may decide to pay interim dividends and to make other distributions on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed shall be allocated where applicable and may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

25.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

### **G. Liquidation**

**Art. 26. Liquidation.** In the event of dissolution of the Company in accordance with Article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities of the Company.

### **H. Final clause - Governing law**

#### **Art. 27. Governing law.**

27.1 All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law and any shareholders' agreement which may be entered into from time to time between the shareholders and the Company, and which may supplement certain provisions of these articles. Where any matter contained in these articles conflicts with the provisions of any shareholders' agreement, such shareholders' agreement shall prevail inter partes and to the extent permitted by Luxembourg law.

27.2 These articles are worded in English followed by a German translation; in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

7. Subsequently, decision to appoint any manager of the Company, regardless of his category, as well as Mrs Magdalena Staniczek, each acting individually and with full power of substitution, to update and sign solely, the shareholders register of the Company.

8. Miscellaneous.

Having duly considered each item of the agenda, the general meeting of shareholders unanimously takes the following resolutions:

#### *First resolution*

The general meeting of shareholders decides to create two (2) classes of shares in the share capital of the Company, so that the Company will hence have two (2) classes of shares, represented by common shares (hereinafter "Common Shares") and series A shares (hereinafter "Series A Shares").

#### *Second resolution*

The general meeting of shareholders accepts Mangrove, aforementioned, as new shareholder of the Company, to the extent necessary.

#### *Third resolution*

The general meeting of shareholders accepts Enern, aforementioned, as new shareholder of the Company, to the extent necessary.

#### *Fourth resolution*

The general meeting of shareholders resolves to increase the share capital of the Company by an amount of eight thousand three hundred and thirty seven euros (EUR 8,337.-) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) up to twenty thousand eight hundred thirty seven euros (EUR 20,837.-) by issuing three thousand sixty three (3,063) Common Shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each, and five thousand two hundred seventy four (5,274) Series A Shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

#### *Subscription*

- three thousand sixty three (3,063) Common Shares have been duly subscribed by Rocket, for the price of three thousand sixty three euros (EUR 3,063.-);

- three thousand nine hundred fifty six (3,956) Series A Shares have been duly subscribed by Mangrove, for the price of three thousand nine hundred fifty six euros (EUR 3,956.-);

- one thousand three hundred eighteen (1,318) Series A Shares have been duly subscribed by Enern, for the price of one thousand three hundred eighteen euros (EUR 1,318.-).



*Payment*

- the three thousand sixty three (3,063) Common Shares subscribed by Rocket have been entirely paid up through a contribution in cash in an amount of three thousand sixty three euros (EUR 3,063.-);
- The three thousand nine hundred fifty six (3,956) Series A Shares subscribed by Mangrove have been entirely paid up through a contribution in cash in an amount of three thousand nine hundred fifty six euros (EUR 3,956.-);
- The one thousand three hundred eighteen (1,318) Series A Shares subscribed by Etern have been entirely paid up through a contribution in cash in an amount of one thousand three hundred eighteen euros (EUR 1,318.-).

The proof of the existence and of the value of the above contributions has been produced to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of eight thousand three hundred and thirty seven euros (EUR 8,337.-) is entirely allocated to the share capital of the Company.

*Fifth resolution*

The general meeting of shareholders resolves to amend article five (5) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

**“ Art. 5. Share Capital.**

5.1 The Company’s share capital is set at twenty thousand eight hundred thirty seven euros (EUR 20,837.-), represented by:

5.1.1 fifteen thousand five hundred sixty three (15,563) common shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each (the “Common Shares”), and

5.1.2 five thousand two hundred seventy four (5,274) series A shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each (the “Series A Shares”).

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles of association or by the Law.

5.2 The Company’s share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 No new shares of any given class or series shall be issued unless such shares have first been offered to each holder of existing shares in the Company, and those holders have a (non-negotiable) pre-emption right to subscribe for the offered shares in proportion to their holdings of the shares, at such price and on such terms as those shares are to be offered to others.”

*Sixth resolution*

Inter alia as a result of the foregoing, the general meeting of shareholders decide to fully restate the articles of association of the Company which shall henceforth read as set out in the agenda of the present deed.

*Seventh Resolution*

The general meeting of shareholders hereby appoints any manager of the Company, regardless of his category, as well as Mrs Magdalena Staniczek, each acting individually and with full power of substitution, to update and sign solely, the shareholders register of the Company.

There being no further business, the meeting is closed.

*Costs and expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at approximately EUR 2,600.-.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

**Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:**

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am neunundzwanzigsten Oktober,  
vor uns, Maître Cosita Delvaux, Notarin mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

SIND ERSCHIENEN:

1. Rocket Internet SE (vormals Rocket Internet AG), eine europäische Aktiengesellschaft (Societas Europaea) mit satzungsmäßigem Sitz in Berlin, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg, Deutsch-

land, unter der Nummer HRB 165662 B, mit Geschäftssitz in Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Deutschland (im Folgenden „Rocket“),

Inhaberin von zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteilen und zukünftige Inhaberin von dreitausenddreißig (3.063) neuen Stammanteilen,

hier vertreten durch Frau Magdalena Staniczek, private employee, geschäftsansässig in Senningerberg, gemäß einer Vollmacht vom 27. Oktober 2015, ausgestellt in Berlin;

2. Mangrove IV Investments S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (societe a responsabilite limitee) gegründet und bestehend nach dem Recht Luxemburgs, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 189521, mit Sitz in 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxemburg (im Folgenden „Mangrove“),

zukünftige Inhaberin von dreitausendneunhundertsechsfünzig (3.956) Anteilen der Serie A,

hier vertreten durch Frau Magdalena Staniczek, private employee, geschäftsansässig in Senningerberg, gemäß einer Vollmacht vom 27. Oktober 2015, ausgestellt in Luxemburg; und

3. Enern Cardamon s.r.o., eine Gesellschaft (spole.nost s ru.enim omezenym) gegründet und bestehend nach dem Recht der Republik Tschechien, ID Nr. 038 19 345, mit Sitz in Türkova 2319/5b, Prag 4 - Chodov, 149 00, Republik Tschechien und eingetragen im Handelsregister Tschechiens (obchodni rejst.ik), das vom Amtsgericht in Prag (M.stský soud v Praze) geführt wird, unter der Nummer C 238178 (im Folgenden „Enern“),

zukünftige Inhaberin von eintausenddreihundertachtzehn (1.318) Anteilen der Serie A,

hier vertreten durch Frau Magdalena Staniczek, private employee, geschäftsansässig in Senningerberg, gemäß einer Vollmacht vom 27. Oktober 2015, ausgestellt in Prag.

Besagte Vollmachten, welche von der Bevollmächtigten der erschienenen Parteien und der Notarin ne varietur paraphiert wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Rocket ist der alleinige Gesellschafter der DIGITAL SERVICES XXVIII S.à r.l. (die „Gesellschaft“), einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (societe a responsabilite limitee), gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 188.461, gegründet am 18. Juni 2014 gemäß einer Urkunde des Notars Carlo WERSANDT, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, welche am 17. September 2014 im Memorial C, Recueil des Societes et Associations, Nummer 2514, veröffentlicht wurde. Die Satzung wurde seitdem nicht geändert.

Da Rocket das gesamte Gesellschaftskapital vertritt und erklärt, auf jegliche Ladungsformalitäten verzichtet zu haben, ist die Gesellschafterversammlung ordnungsgemäß zusammengekommen und kann wirksam über jeden Punkt der folgenden Tagesordnung verhandeln, wobei Mangrove und Enern ausschließlich für die Punkte 4 ff. der Tagesordnung teilnahme- und stimmberechtigt sind:

#### *Tagesordnung*

1. Beschluss bezüglich der Schaffung von zwei (2) Anteilsklassen im Gesellschaftskapital der Gesellschaft, sodass die Gesellschaft nunmehr zwei (2) Anteilsklassen hat, bestehend aus Stammanteilen (im Folgenden die „Stammanteile“) und Anteilen der Serie A (im Folgenden die „Anteile der Serie A“).

2. Aufnahme der Mangrove IV Investments S.à r.l., einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (societe a responsabilite limitee) gegründet und bestehend nach dem Recht Luxemburgs, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 189521, mit Sitz in 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxemburg, als neue Gesellschafterin der Gesellschaft.

3. Aufnahme der Enern Cardamon s.r.o., einer Gesellschaft (spole.nost s ru.enim omezeným) gegründet und bestehend nach dem Recht der Republik Tschechien, ID Nr. 038 19 345, mit Sitz in Türkova 2319/5b, Prag 4 - Chodov, 149 00, Republik Tschechien und eingetragen im Handelsregister Tschechiens (obchodni rejst.ik), das vom Amtsgericht in Prag (M.stský soud v Praze) geführt wird, unter der Nummer C 238178, als neue Gesellschafterin der Gesellschaft.

4. Erhöhung des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft von seinem derzeitigen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) um einen Betrag von achttausenddreihundertsiebenunddreißig Euro (EUR 8.337) auf einen Betrag von zwanzigtausendachthundert-siebenunddreißig Euro (EUR 20.837) durch die Ausgabe von dreitausenddreißig (3.063) Stammanteilen mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1) und fünftausendzweihundert-vierundsiebzig (5.274) Anteilen der Serie A mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1).

5. Dementsprechende Änderung des Artikels fünf (5) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

#### „ **Art. 5. Gesellschaftskapital.**

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwanzigtausendachthundertsiebenunddreißig Euro (EUR 20.837), bestehend aus:

5.1.1 fünfzehntausendfünfhundertdreißig (15.563) Stammanteilen mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die „Stammanteile“), und

5.1.2 fünftausendzweihundertvierundsiebzig (5.274) Anteilen der Serie A mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die „Anteile der Serie A“).

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann (vorbehaltlich des Artikels 5.3) durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Neue Anteile einer bestimmten Kategorie oder Serie sind nicht auszugeben, solange sie nicht zuvor jedem Inhaber bestehender Anteile der Gesellschaft angeboten wurden, und diese Inhaber haben, entsprechend ihrer Beteiligung, ein (nicht übertragbares) Bezugsrecht zur Zeichnung der angebotenen Anteile zu dem Preis und den Bedingungen, wie diese Anteile anderweitig angeboten werden.“

6. Gänzliche Neufassung der Satzung der Gesellschaft, welche nunmehr wie folgt lautet:

#### **„A. Name - Zweck - Dauer - Sitz**

**Art. 1. Name.** Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (societe a responsabilite limitee) mit dem Namen Digital Services XXVIII S.à r.l. (die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

#### **Art. 2. Zweck der Gesellschaft.**

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen, im Hinblick auf deren Verwertung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Der Zweck der Gesellschaft ist auch (i) der Erwerb durch Kauf, Eintragung oder in jeder anderen Form, sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten, (ii) die Erteilung von Lizenzen bezüglich solchem geistigen Eigentum und solcher gewerblicher Schutzrechte, und (iii) das Innehaben und die Verwaltung von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten.

2.5 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur vornehmen sowie solche, welche das geistige Eigentum betreffen oder im Zusammenhang mit Grundeigentum stehen und die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

#### **Art. 3. Dauer.**

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird.

#### **Art. 4. Sitz.**

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafter, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Rat der Geschäftsführer entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

#### **B. Gesellschaftskapital - Anteile**

#### **Art. 5. Gesellschaftskapital.**

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwanzigtausendachthundertsiebenunddreißig Euro (EUR 20.837), bestehend aus

5.1.1 fünfzehntausendfünfhundertdreißig (15.563) Stammanteilen mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die „Stammanteile“), und

5.1.2 fünftausendzweihundertvierundsiebzig (5.274) Anteilen der Serie A mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die „Anteile der Serie A“).

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann (vorbehaltlich des Artikels 5.3) durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Neue Anteile einer bestimmten Kategorie oder Serie sind nicht auszugeben, solange sie nicht zuvor jedem Inhaber bestehender Anteile der Gesellschaft angeboten wurden, und diese Inhaber haben, entsprechend ihrer Beteiligung, ein (nicht übertragbares) Bezugsrecht zur Zeichnung der angebotenen Anteile zu dem Preis und den Bedingungen, wie diese Anteile anderweitig angeboten werden.

#### **Art. 6. Anteile.**

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit jeweils dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

6.5 Die Gesellschaft kann Einlagen ohne Ausgabe von Anteilen oder anderen Sicherheiten als Gegenleistung annehmen und diese einer oder mehreren ausschüttbaren Rücklagen zuführen. Entscheidungen bezüglich der Verwendung solcher ausschüttbarer Rücklagen werden gegebenenfalls von dem(den) Gesellschafter(n) oder Geschäftsführer(n) unter Berücksichtigung des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung getroffen.

#### **Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.**

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern vorbehaltlich zwingender gesetzlicher Vorschriften und den Bestimmungen von Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern der Gesellschaft, sofern vorhanden, insbesondere hinsichtlich Vorkaufsrechten, Bezugsrechten oder Mitverkaufsrechten oder -pflichten aus Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern, frei Übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals halten, wobei diese Mehrheit die Inhaber einer Mehrheit der Anteile der Serie A zu umfassen hat (eine „Qualifizierte Mehrheit“), und vorbehaltlich der Bestimmungen von Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern, sofern vorhanden, insbesondere hinsichtlich Vorkaufsrechten, Bezugsrechten oder Mitverkaufsrechten- oder -pflichten aus Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern Übertragen werden. „Übertragung“ umfasst Übertragungen, Verkäufe, Abtretungen, Verpfändungen, Beleihungen, Schaffung eines Sicherungsrechts oder Pfandrechts, treuhänderische Aufbewahrungen (place in trust) (durch Abstimmung oder anderweitig), einen Umtausch, Schenkungen oder Übertragungen kraft Gesetzes oder anderweitig vorbehaltlich einer Belastung oder Veräußerungen, ob freiwillig oder nicht, und die Begriffe „Übertragen“ und „Übertragbar“ sind dementsprechend auszulegen. Sofern eine solche Zustimmung erteilt wurde, ist eine weitere Zustimmung zur Übertragung von Anteilen nicht erforderlich:

7.4.1 bei einer Übertragung von Anteilen durch den Gesellschafter Rocket Internet SE („Rocket“), den Gesellschafter Mangrove IV Investments S.à r.l. („Mangrove“) und den Gesellschafter Cardamon s.r.o („Enern“, gemeinschaftlich mit Rocket und Mangrove die „Investoren“ und jeweils einzeln ein „Investor“) an eine mit einem solchen Investor verbundene Gesellschaft im Sinne der §§ 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG);

7.4.2 bei einer Übertragung von Anteilen durch einen Investor an eine Gesellschaft, (x) welche direkt oder indirekt diesen Investor (jeweils eine „Kontrollierte Gesellschaft“) oder (y) einen oder mehrere direkte oder indirekte Gesellschafter des betreffenden Investors im Zusammenhang mit der Liquidation dieses Investors kontrolliert, von diesem kontrolliert wird, oder unter der gemeinsamen Kontrolle von diesem steht. In diesem Abschnitt 7.4.2 bezeichnen die Worte „Kontrolle“ oder „Kontrolliert Wird“ oder „Kontrolliert“ die direkte oder indirekte Beherrschung der Gesellschaft, durch (a) die Leitung der Gesellschaft als geschäftsführender Gesellschafter oder Partner, (b) das Halten der Mehrheit der Anteile oder (c) das Halten der Mehrheit der Stimmrechte durch eine vertragliche Stimmvereinbarung, oder (d) die einseitige Fähigkeit, direkt oder indirekt die Leitung der Geschäftsführung und Handlungsweisen einer Person, entweder durch das Halten stimmberechtigter Wertpapiere oder anderweitig, zu beeinflussen, oder (y) in welcher der betreffende Investor oder einer oder mehrere Gesellschafter dieses Investors eine direkte oder indirekte Mehrheitsbeteiligung haben;

7.4.3 bei einer Übertragung von Anteilen (i) an einen Dritten, welcher Anteile unter einer vereinfachten Mitarbeiterbeteiligung, welche von den Gesellschaftern im Rahmen einer Gesellschaftervereinbarung, bei welcher sie Partei sind, erwirbt, oder (ii) an die Gesellschaft und/oder einen beliebigen Investor gemäß einer Call-Option im Zusammenhang mit einer Vesting-Regelung gemäß dieser vereinfachten Mitarbeiterbeteiligung.

7.5 In den in Artikeln 7.4.1 bis 7.4.3 vorgesehenen Fällen gelten weder Verpflichtungen zu Verkaufsangeboten, noch Vorkaufsrechte, Bezugsrechte oder Mitverkaufsrechte- oder Pflichten zugunsten anderer Gesellschafter.

7.6 Eine Übertragung, Abtretung oder andere Veräußerung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung, Abtretung oder anderen Veräußerung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung, Abtretung oder anderen Veräußerung zugestimmt hat.

7.7 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters nur dann an neue Gesellschafter übertragen werden, wenn eine Qualifizierte Mehrheit einer solchen Übertragung zustimmt (wobei die Anteile des verstorbenen Gesellschafters für diese Zwecke nicht berücksichtigt werden). Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den/die überlebende/n Ehepartner/in oder jeden anderen gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters übertragen werden.

### **C. Entscheidungen der Gesellschafter**

#### **Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.**

8.1 Die Gesellschafterversammlung ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch das Gesetz und diese Satzung ausdrücklich vorbehalten sind.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der Beschlüsse oder Entscheidungen in ausformulierter Form und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Von jedem Beschluss, der in Gesellschafterversammlungen gefasst wurde, ist unverzüglich eine Niederschrift anzufertigen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit), die den Ort und das Datum der Versammlung, die Teilnehmer, die Tagesordnungspunkte, die Gesellschafterbeschlüsse und die abgegebenen Stimmen zu enthalten hat, es sei denn, die Gesellschafterbeschlüsse wurden notariell beurkundet. Die Niederschrift ist von allen bei der Gesellschafterversammlung anwesenden oder vertretenen Gesellschaftern zu unterzeichnen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit). Die Niederschrift muss jedem Gesellschafter unverzüglich in schriftlicher Form zugesendet werden.

8.5 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften des Abschnitts XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

#### **Art. 9. Gesellschafterversammlung.**

9.1 Gesellschafterversammlungen finden am Sitz der Gesellschaft oder an dem Ort und zu der Zeit statt, welche in der entsprechenden Einladung genauer bestimmt werden.

9.2 Die Gesellschafterversammlung wird mittels schriftlicher Mitteilung an jeden Gesellschafter einberufen und beinhaltet den Ort, das Datum, die Uhrzeit und die Tagesordnung, wobei eine Ankündigungsfrist von mindestens fünf Werktagen einzuhalten ist.

9.3 Falls alle Gesellschafter in einer Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind und auf Einladungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung abgehalten werden.

9.4 Jeder Gesellschafter ist dazu berechtigt, bei einer Gesellschafterversammlung von einer anderen durch eine schriftliche Vollmacht dazu berechtigten Person begleitet oder vertreten zu werden.

9.5 Die Gesellschafter können an einer Versammlung per Videokonferenz oder durch andere Kommunikationsmittel, die ihre Identifikation ermöglichen, teilnehmen und werden für die Ermittlung des Quorums und für die Abstimmung als anwesend erachtet. Die verwendeten Kommunikationsmittel müssen es allen an der Versammlung teilnehmenden Personen ermöglichen, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Versammlung teilnehmen zu können.

#### **Art. 10. Quorum und Abstimmung.**

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Eine Gesellschafterversammlung ist nur dann beschlussfähig, wenn mindestens 50% des Gesellschaftskapitals vertreten sind. Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes von 1915, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten. Bei Beschlussunfähigkeit ist unverzüglich im Einklang mit Artikel 9.2 eine neue Gesellschafterversammlung mit derselben Tagesordnung einzuberufen. Diese Gesellschafterversammlung ist dann unabhängig von dem vertretenen Gesellschaftskapital beschlussfähig, sofern darauf in der die Versammlung einberufenden Ladung hingewiesen wurde und Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

**Art. 11. Änderung der Nationalität.** Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

**Art. 12. Änderung der Satzung.** Eine Änderung dieser Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer zahlenmäßigen Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die auch eine Qualifizierte Mehrheit bilden.

**Art. 13. Gesellschafterbeschlüsse, die eine bestimmte Mehrheit erfordern.**

13.1 Gesellschafterbeschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern (i) eine zahlenmäßige Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die auch eine Qualifizierte Mehrheit bilden:

13.1.1 Veräußerung des gesamten Gesellschaftsvermögens oder eines beträchtlichen Anteils des Gesellschaftsvermögens einschließlich des Beschlusses hinsichtlich der Auflösung der Gesellschaft; und 13.1.2 Beschluss hinsichtlich der Verschmelzung, Teilung und Umwandlung der Gesellschaft.

13.2 Beschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern eine Qualifizierte Mehrheit:

13.2.1 Abschluss von Unternehmensverträgen (im Sinne der §§ 291 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG));

13.2.2 Abschluss von Unternehmensbeteiligungen (um Zweifel auszuschließen, nicht durch die Veräußerung von Anteilen) jeglicher Art einschließlich stiller Beteiligungen und sämtlicher Verträge, durch welche die andere Vertragspartei eine Beteiligung am Gewinn der Gesellschaft erhält oder jede Zahlung, welche vom Gewinnbetrag der Gesellschaft abhängig ist; dies umfasst nicht Verträge mit Gesellschaftern oder Angestellten der Gesellschaft, einschließlich Verträge, welche im Hinblick auf einen voraussichtlichen Status als Gesellschafter oder Angestellter abgeschlossen wurden, sowie Verträge mit Dritten innerhalb des gewöhnlichen Geschäftsgangs, z.B. Verträge zwischen der Gesellschaft und Werbepartnern;

13.2.3 Erwerb eigener Anteile der Gesellschaft;.

13.2.4 Abschluss von Verträgen mit Verbundenen Parteien mit Rocket, einer mit Rocket Verbundenen Partei, einem Gründer oder einer mit den Gründern Verbundenen Partei; „Vertrag mit einer Verbundenen Partei“ meint einen Vertrag, eine Vereinbarung und ein Rechtsverhältnis (i) zwischen der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften einerseits und einem Gesellschafter oder einer mit diesem Verbundenen Partei oder einem Gründer oder einer mit diesem Verbundenen Partei andererseits, und/oder (ii) bei denen die Gesellschaft oder eine ihrer Tochtergesellschaften Partei ist und die zugunsten eines Gesellschafters oder einer mit diesem Verbundenen Partei oder eines Gründers oder einer mit diesem Verbundenen Partei (als Drittbegünstigter oder anderweitig) wirken, und/oder (iii) bei denen ein Gesellschafter oder eine mit diesem Verbundene Partei oder ein Gründer oder eine mit diesem Verbundene Partei eine Partei ist und die zugunsten der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften (als Drittbegünstigter oder anderweitig) wirken, mit der Maßgabe, dass Gesellschaftervereinbarungen oder Investitionsverträge, die von allen Gesellschaftern und der Gesellschaft eingegangen wurden, nicht als Verträge mit einer Verbundenen Partei angesehen werden; „Verbundene Partei“ meint (i) in Bezug auf eine juristische Person (mit Ausnahme der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften), die Geschäftsführer und Mitglieder des Aufsichtsrats (oder eines ähnlichen Organs) dieser juristischen Person und direkte oder indirekte Gesellschafter (mit der Maßgabe, dass Gesellschafter eines börsennotierten Unternehmens nur dann betroffen sind, wenn dieses börsennotierte Unternehmen ein verbundenes Unternehmen dieses Gesellschafters ist oder von diesem Gesellschafter kontrolliert wird) und die verbundenen Unternehmen dieser juristischen Person oder dieser direkten oder indirekten Gesellschafter (mit Ausnahme der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften) und (ii) in Bezug auf eine natürliche Person, verbundene Unternehmen dieser natürlichen Person (mit Ausnahme der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften) und die verwandten und alle verbundenen Unternehmen dieser Verwandten (mit Ausnahme der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften); „Gründer“ meint Fabian Dudek und Dr. Patricia Moubarak;

13.2.5 Änderungen der Satzung oder anderer Gründungsunterlagen;

13.2.6 Zahlung oder Erklärung von Abschlagsdividenden, Dividenden oder andere Ausschüttungen an Gesellschafter oder Mitglieder;

13.2.7 Die Vorbereitung auf oder die Durchführung eines Liquiditätsereignisses, öffentlichen Angebots von Anteilen an einer Börse, Verschmelzung, Umwandlung oder die Veräußerung von Sachwerten; „Liquiditätsereignis“ meint entweder (i) eine Übertragung von mindestens fünfzig Prozent (50%) aller Anteile der Gesellschaft oder einen Tausch oder eine Übernahme der Gesellschaft in wirtschaftlich vergleichbarer Weise in einer oder mehreren verbundenen Transaktionen oder in zeitlicher Nähe zueinander, (ii) eine Übertragung von mindestens fünfzig Prozent (50%) der Vermögenswerte oder der Geschäfte der Gesellschaft in einer oder mehreren verbundenen Transaktionen, oder (iii) die Liquidation oder de facto-Liquidation der Gesellschaft (insbesondere nach einem Asset Deal), oder (iv) einen Verkauf oder eine Übertragung von Anteilen der Gesellschaft entweder an Dritte oder an andere Gesellschafter, was dazu führen würde, dass entweder mehr als fünfzig Prozent (50%) des Gesellschaftskapitals oder mehr als fünfzig Prozent (50%) der Stimmrechte im Besitz der erwerbenden Partei bzw. Parteien wären (change of control), als Ergebnis einer oder mehrerer verbundener Akquisitionen;

13.2.8 Wesentliche Änderungen des Geschäftszwecks der Gesellschaft;

13.2.9 Änderungen der Geschäftsfelder der Gesellschaft oder die Beendigung bestehender und die Aufnahme neuer Geschäftsfelder;

13.2.10 Ernennung eines Insolvenzverwalters, der sämtliche Schritte zur Auflösung oder Liquidation einer Gesellschaft der Gruppe unternimmt oder diese in vergleichbare Insolvenzverfahren in einer Rechtsprechung leitet;

13.2.11 Erwerb anderer Gesellschaften/Unternehmen;

13.2.12 Erwerb eigener Anteile einer Gesellschaft der Gruppe (mit Ausnahme von Zwangsrückkäufen);

13.2.13 Eingehen oder Beendigung von Gewinnbeteiligungen, Partnerschaften (partnerships) oder Joint Ventures;

- 13.2.14 Abberufung von Geschäftsführern oder Ernennung von neuen oder zusätzlichen Geschäftsführern;
- 13.2.15 Änderungen der Vereinfachten Mitarbeiterbeteiligung (wie in der Gesellschaftervereinbarung definiert) und des Prozentsatzes der Vereinfachten Mitarbeiterbeteiligung;
- 13.2.16 Gewährung, Einführung oder Änderung eines Mitarbeiterbeteiligungsprogramms, bei dem es sich nicht um die Vereinfachte Mitarbeiterbeteiligung handelt;
- 13.2.17 Umgang mit Rechten des Geistigen Eigentums (wie in der Gesellschaftervereinbarung definiert) außerhalb des gewöhnlichen Geschäftsgangs;
- 13.2.18 gemeinnützige Spenden;
- 13.2.19 Änderungen an der Zusammensetzung des Aufsichtsrats sowie Änderungen der Rechte und Pflichten des Aufsichtsrats; und
- 13.2.20 Beschaffung von Eigenkapital oder Verbindlichkeiten, die einen im Geschäftsplan festgelegten Betrag (d.h. EUR 10 Millionen) übersteigen;
- 13.2.21 Erwerb, Verkauf und Belastung von Immobilien und ähnlichen Rechten oder Rechten an Immobilien;
- 13.2.22 Ernennung oder Änderung des Rechnungsprüfers/Wirtschaftsprüfers;
- 13.2.23 Abschluss eines Vertrags oder einer Vereinbarung über die Durchführung einer der obengenannten Angelegenheiten; und
- 13.2.24 Beschlüsse über die Gewährung einer Zustimmung in Bezug auf eine der obengenannten Angelegenheiten (zur Klarstellung wird darauf hingewiesen, dass der Begriff „Gründungsunterlagen“, wie in Artikel 13.2.5 verwendet, zum Zwecke dieses Artikels 13.2.24 ohne Beschränkung Limited Partnership-Vereinbarungen umfasst).
- 13.3 Ist das Gesellschaftskapital in verschiedene Anteilsklassen unterteilt, so können die spezifischen Rechte und Pflichten im Zusammenhang mit einer Anteilsklasse (wie die Anteile der Serie A) nur mit der einstimmigen und schriftlichen Zustimmung der Gesellschafter, die alle ausgegebenen Anteile dieser Anteilsklasse halten, verändert oder aufgehoben werden.
- 13.4 Bei Kapitalerhöhungen können Bezugsrechte nur dann ausgeschlossen werden, wenn die Zustimmung jedes Gesellschafters, dessen Bezugsrechte ausgeschlossen werden sollen, vorliegt.

#### **D. Rat der Geschäftsführer - Beirat**

##### **Art. 14. Befugnisse des alleinigen Geschäftsführers -Zusammensetzung und Befugnisse des Rates der Geschäftsführer.**

- 14.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese den Rat der Geschäftsführer.
- 14.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „alleiniger Geschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Rat der Geschäftsführer“ als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ auszulegen.
- 14.3 Der Rat der Geschäftsführer verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

##### **Art. 15. Ernennung, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.**

- 15.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung ernannt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt, mit der Maßgabe, dass die Ernennung dieser Geschäftsführer zuvor mit einer Speziellen Mehrheit des Beirats (wie unten definiert) genehmigt wurde.
- 15.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft vertreten, ernannt oder abberufen werden, mit der Maßgabe, dass die Ernennung dieser Geschäftsführer zuvor mit einer Speziellen Mehrheit des Beirats (wie unten definiert) genehmigt wurde.
- 15.3 Die Gesellschafterversammlung kann die Ernennung von Geschäftsführern zwei (2) unterschiedlicher Kategorien beschließen, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B, die im Großherzogtum Luxemburg ansässig sein müssen. Eine solche Klassifizierung der Geschäftsführer muss ordnungsgemäß in der Niederschrift der betreffenden Gesellschafterbeschlüsse festgehalten und die Geschäftsführer der Kategorie, der sie angehören, zugeordnet werden, mit der Maßgabe, dass die Ernennung dieser Geschäftsführer zuvor mit einer Speziellen Mehrheit des Beirats (wie unten definiert) genehmigt wurde.

**Art. 16. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.** Scheidet der alleinige Geschäftsführer aus seinem Amt aus, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden, mit der Maßgabe, dass die Ernennung dieser Geschäftsführer zuvor mit einer Speziellen Mehrheit des Beirats (wie unten definiert) genehmigt wurde.

##### **Art. 17. Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.**

- 17.1 Der Rat der Geschäftsführer versammelt sich auf Einberufung eines beliebigen Geschäftsführers. Die Sitzungen des Rates der Geschäftsführer finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.
- 17.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Zeitpunkt zu jeder Sitzung des Rates der Geschäftsführer schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe

der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, falls alle Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie des Einverständnisses ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Rates der Geschäftsführer bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

17.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Rates der Geschäftsführer diesen zustimmen und diese unterzeichnen.

#### **Art. 18. Geschäftsführung.**

18.1 Der Rat der Geschäftsführer kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Rat der Geschäftsführer kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise ein Geschäftsführer sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Rates der Geschäftsführer verantwortlich ist.

18.2 Sitzungen des Rates der Geschäftsführer werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Rat der Geschäftsführer einen anderen Geschäftsführer durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

18.3 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmen, indem er einen anderen Geschäftsführer schriftlich, oder durch Faxschreiben, per E-Mail oder durch ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Geschäftsführer kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

18.4 Der Rat der Geschäftsführer lädt einen von Enern ernannten Vertreter von Enern und einen von Mangrove ernannten Vertreter von Mangrove zur Teilnahme an den Sitzungen des Rates der Geschäftsführer der Gesellschaft als Beobachter ein.

18.5 Eine Sitzung des Rates der Geschäftsführer kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten.

18.6 Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest eine Mehrheit der Geschäftsführer in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

18.7 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme. Sofern die Gesellschafterversammlung jedoch unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden Beschlüsse des Rates der Geschäftsführer nur dann wirksam gefasst, wenn sie von der Mehrheit der Geschäftsführer einschließlich mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) gefasst werden.

18.8 Der Rat der Geschäftsführer kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Faxschreiben, per E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Jeder Geschäftsführer kann seine Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

18.9 Die Geschäftsführer benötigen die Zustimmung des Beirats (wie unten definiert), wobei die Mehrheit allerdings die Ja-Stimme desjenigen Mitglieds enthalten muss, welches vom Inhaber der meisten Anteile der Serie A ernannt wurde („Spezielle Mehrheit des Beirats“), für die unten genannten Rechtsgeschäfte und Maßnahmen im Einklang mit Artikel 24.5. Eine Zustimmung ist nicht erforderlich, sofern solche Rechtsgeschäfte und Maßnahmen präzise definiert und im Voraus von einem bewilligten Haushaltsplan mit der Zustimmung des Beirats (wie unten definiert) genehmigt wurden:

18.9.1 Gewährung, Einführung und Änderung von Versorgungsverpflichtungen jeglicher Art;

18.9.2 Abschluss, Änderung oder Kündigung von Unternehmenstarifverträgen;

18.9.3 Änderungen des Geschäftsplans oder des Haushaltsplans oder Genehmigung des Haushaltsplans für jedes folgende Jahr;

18.9.4 Gewährung von oder Änderung der Bedingungen eines Darlehens oder Übernahme von Bürgschaften, Garantien oder ähnlichen Verpflichtungen, die einen Gesamtbetrag von fünfzigtausend Euro (EUR 50.000,00) überschreiten;

18.9.5 Eingehen von Finanzschulden, die einen Betrag von fünfzigtausend Euro (EUR 50.000,00) überschreiten;

18.9.6 Termingeschäfte über Devisen, Sicherheiten und börsengehandelte Waren und Rechte, sowie weitere Transaktionen mit derivativen Finanzinstrumenten;

18.9.7 Einleitung oder Einstellung von Strafverfahren oder Verteidigung, oder Einstellung von Rechts- oder Schiedsgerichtverfahren, wobei der geforderte Betrag in jedem Fall fünfzigtausend Euro (EUR 50.000,00) überschreitet;

18.9.8 Änderung der Bedingungen für die Einstellung der Geschäftsführer; und



18.9.9 Abschluss eines Vertrags oder einer Vereinbarung über die Durchführung einer der obengenannten Angelegenheiten.

18.10 Ist die Zustimmung zum Erwerb, zum Verkauf oder zur Belastung von Objekten wie oben beschrieben erforderlich, so ist die Zustimmung ebenfalls für die damit verbundenen vertraglichen Verpflichtungen erforderlich. Die Gesellschafterversammlung kann durch einen Beschluss weitere Transaktionen und Maßnahmen bestimmen, die die Zustimmung des Beirats (wie unten definiert) erfordern. Der Beirat (wie unten definiert) kann seine Zustimmung für bestimmte Gruppen und Arten von Transaktionen und Maßnahmen auch im Voraus erteilen.

18.11 Die Gesellschafter können durch einen Gesellschafterbeschluss, der die Ja-Stimme einer Qualifizierten Mehrheit beinhaltet, (im Einklang mit dieser Satzung) eine Geschäftsordnung für die Geschäftsführer beschließen.

18.12 Die Geschäftsführung hat sicherzustellen, dass die Bestimmungen dieses Artikels 18, soweit gesetzlich möglich, auf die gleiche Weise auf sämtliche verbundenen Gesellschaften angewendet werden, an welchen die Gesellschaft direkt oder indirekt gegenwärtig oder künftig eine Mehrheitsbeteiligung hält.

#### **Art. 19. Protokoll von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer; Protokoll der Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers.**

19.1 Das Protokoll einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer wird vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden oder, im Falle seiner Abwesenheit, von dem Vorsitzenden pro tempore und dem Protokollführer (falls vorhanden), oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Protokolle von einem (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einem (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Kopien oder Auszüge von einem (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einem (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet.

19.2 Die Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet.

**Art. 20. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten.** Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern wirksam verpflichtet; sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft nur durch die gemeinsame Unterschrift mindestens eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter), oder (ii) durch die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Rat der Geschäftsführer übertragen worden ist, wirksam verpflichtet.

#### **Art. 21. Beirat.**

21.1 Die Gesellschaft hat einen Beirat („Beirat“). Dieser besteht aus zwei (2) stimmberechtigten Mitgliedern. Die Gesellschafter können durch einstimmige Zustimmung der Gesellschafter die Anzahl der stimmberechtigten Mitglieder des Beirats erhöhen oder herabsetzen.

21.2 Die Gesellschafter können die Geschäftsordnung für den Beirat nur durch einstimmige Zustimmung der Gesellschafter festlegen und/oder verändern.

21.3 Die stimmberechtigten Mitglieder des Beirats werden von dem ernennenden Gesellschafter jedes entsprechenden Mitglieds durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft wie folgt ernannt, abberufen oder ersetzt:

21.3.1 ein (1) stimmberechtigtes Mitglieder des Beirats mit vier (4) Stimmen wird von Rocket nach eigenem Ermessen ernannt; und

21.3.2 ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats mit einer (1) Stimme wird vom Inhaber der meisten Anteile der Serie A („Mehrheit der Serie A“) nach eigenem Ermessen ernannt.

21.4 Jedes Mitglied des Beirats kann von jedem anderen Mitglieds des Beirats oder einem Vertreter der jeweiligen Partei vertreten werden. In diesem Fall muss bei der jeweiligen Sitzung des Beirats eine schriftliche Vollmacht vorgelegt werden. Zu diesem Zweck sind Rocket und eine Mehrheit der Serie A berechtigt, ein Ersatzmitglied für jedes Beiratsmitglied zu ernennen.

21.5 Der Beirat kann nicht-stimmberichtigte Mitglieder des Beirats als Beobachter haben.

21.6 Enern ist dazu berechtigt, ein nicht-stimmberichtigtes Mitglied des Beirats als Beobachter zu ernennen.

21.7 Der Beirat hat einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden. Ein von Rocket ernanntes stimmberechtigtes Mitglied ist der Vorsitzende des Beirats. Die Geschäftsordnung des Beirats kann weitere Bestimmungen, insbesondere hinsichtlich der Selbstorganisation des Beirats, enthalten. Vorbehaltlich der Angelegenheiten, die der Zu-

stimmung einer Speziellen Mehrheit des Beirats bedürfen, fasst der Beirat Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Der Beirat hält regelmäßig Sitzungen ab, mindestens einmal pro Kalenderquartal.

21.8 Der Beirat ist kein Aufsichtsrat im Sinne des Artikels 200 des Gesetzes von 1915.

21.9 Neben den Zustimmungserfordernissen gemäß Artikel 18.9 hat der Beirat eine beratende Funktion und wird nicht in die Geschäftsführung der Gesellschaft eingreifen.

### **E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft**

#### **Art. 22. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.**

21.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung (einschließlich der Ja-Stimme der Mehrheit der Anteile der Serie A) ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

22.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung (einschließlich der Ja-Stimme der Mehrheit der Anteile der Serie A) abberufen werden.

22.3 Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Recht auf ständige Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

22.4 Wenn die Gesellschafter (einschließlich der Ja-Stimme der Mehrheit der Anteile der Serie A) im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in der jeweils gültigen Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (reviseurs d'entreprises agréé(s)) ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

22.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung (einschließlich der Ja-Stimme der Mehrheit der Anteile der Serie A) abberufen werden.

### **F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden**

**Art. 23. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

#### **Art. 24. Jahresabschluss und Gewinne.**

24.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Rat der Geschäftsführer erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen eine Aufstellung der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

24.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

24.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

24.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage verhältnismäßig herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

24.5 Die Gesellschafterversammlung bestimmt (mit der Ja-Stimme einer Qualifizierten Mehrheit), nach eigenem Ermessen, aber mit der Möglichkeit, die Meinung des Rates der Geschäftsführer einzuholen, im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen und den Regelungen dieser Satzung, wie der verbleibende jährliche Nettogewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

24.6 Ausschüttungen an die Gesellschafter erfolgen proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile, jedoch in jedem Fall vorbehaltlich von Liquidationspräferenzen aus Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern der Gesellschaft.

#### **Art. 25. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.**

25.1 Vorbehaltlich des Artikels 13.2.6 kann der Rat der Geschäftsführer Abschlagsdividenden zahlen oder andere Ausschüttungen auf Grundlage von Zwischenabschlüssen vornehmen, welche vom Rat der Geschäftsführer vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag soll gegebenenfalls verteilt werden und darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste und Summen, die einer Rücklage zugeführt werden, welche nach dem Gesetz von 1915 oder dieser Satzung nicht ausgeschüttet werden darf, übersteigen.

25.2 Das Agio, andere Kapitalreserven oder andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

### **G. Liquidation**

**Art. 26. Liquidation.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt wer-

den, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird, haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

## H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

### Art. 27. Anwendbares Recht.

27.1 Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und jeder Gesellschaftervereinbarung, die die Gesellschafter in der Zwischenzeit mit der Gesellschaft eingehen und durch die bestimmte Regelungen dieser Satzung ergänzt werden könnten. Sollte ein Artikel dieser Satzung mit den Bestimmungen einer Gesellschaftervereinbarung in Widerspruch stehen, so ist die Gesellschaftervereinbarung zwischen den Parteien, soweit nach luxemburgischem Recht zulässig, maßgebend.

27.2 Diese Satzung wurde auf Englisch verfasst, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist die englische Fassung maßgebend.“

7. Anschließender Beschluss, jeden einzelnen Geschäftsführer der Gesellschaft, ungeachtet seiner Kategorie, sowie Frau Magdalena Staniczek zu bevollmächtigen, das Anteilsinhaberregister der Gesellschaft in Einzelunterschrift und mit uneingeschränkter Befugnis zur Unterbevollmächtigung zu aktualisieren und alleine zu unterzeichnen.

8. Verschiedenes.

Nach ordnungsgemäßer Prüfung jedes Tagesordnungspunkts fasst die Gesellschafterversammlung einstimmig die folgenden Beschlüsse:

#### *Erster Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung beschließt, zwei (2) Anteilsklassen im Gesellschaftskapital der Gesellschaft zu schaffen, sodass die Gesellschaft nunmehr zwei (2) Anteilsklassen hat, bestehend aus Stammanteilen (im Folgenden die „Stammanteile“) und Anteilen der Serie A (im Folgenden die „Anteile der Serie A“).

#### *Zweiter Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung akzeptiert Mangrove, vorbenannt, als neue Gesellschafterin der Gesellschaft, soweit erforderlich.

#### *Dritter Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung akzeptiert Enern, vorbenannt, als neue Gesellschafterin der Gesellschaft, soweit erforderlich.

#### *Vierter Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung beschließt, das Gesellschaftskapital der Gesellschaft von seinem derzeitigen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) um einen Betrag von achttausenddreihundertsiebenunddreißig Euro (EUR 8.337) auf einen Betrag von zwanzigtausendachthundertsiebenunddreißig Euro (EUR 20.837) durch die Ausgabe von dreitausenddreihundsechzig (3.063) Stammanteilen mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1) und fünftausendzweihundertvierundsiebzig (5.274) Anteilen der Serie A mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1), zu erhöhen.

#### *Zeichnung*

- dreitausenddreihundsechzig (3.063) Stammanteile wurden ordnungsgemäß von Rocket zum Preis von dreitausenddreihundsechzig Euro (EUR 3.063) gezeichnet;
- dreitausendneunhundertsechsfünzig (3.956) Anteile der Serie A wurden ordnungsgemäß von Mangrove zum Preis von dreitausendneunhundertsechsfünzig Euro (EUR 3.956) gezeichnet;
- eintausenddreihundertachtzehn (1.318) Anteile der Serie A wurden ordnungsgemäß von Enern zum Preis von eintausenddreihundertachtzehn Euro (EUR 1.318) gezeichnet.

#### *Zahlung*

- die von Rocket gezeichneten dreitausenddreihundsechzig (3.063) Stammanteile wurden vollständig eingezahlt durch eine Bareinlage in Höhe von dreitausenddreihundsechzig Euro (EUR 3.063);
- die von Mangrove gezeichneten dreitausendneunhundertsechsfünzig (3.956) Anteile der Serie A wurden vollständig eingezahlt durch eine Bareinlage in Höhe von dreitausendneunhundertsechsfünzig Euro (EUR 3.956);
- die von Enern gezeichneten eintausenddreihundertachtzehn (1.318) Anteile der Serie A wurden vollständig eingezahlt durch eine Bareinlage in Höhe von eintausenddreihundertachtzehn Euro (EUR 1.318).

Der Nachweis über die Existenz und den Wert der oben bezeichneten Einlagen wurde der unterzeichnenden Notarin erbracht.

Die gesamte Einlage in Höhe von achttausenddreihundertsiebenunddreißig Euro (EUR 8.337) wird vollständig dem Gesellschaftskapital der Gesellschaft zugeführt.

### *Fünfter Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel fünf (5) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

**„ Art. 5. Gesellschaftskapital.**

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwanzigtausendachthundertsiebenunddreißig Euro (EUR 20.837), bestehend aus:

5.1.1 fünfzehntausendfünfhundertdreiundsechzig (15.563) Stammanteilen mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die „Stammanteile“), und

5.1.2 fünftausendzweihundertvierundsiebzig (5.274) Anteilen der Serie A mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die „Anteile der Serie A“).

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann (vorbehaltlich des Artikels 5.3) durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Neue Anteile einer bestimmten Kategorie oder Serie sind nicht auszugeben, solange sie nicht zuvor jedem Inhaber bestehender Anteile der Gesellschaft angeboten wurden, und diese Inhaber haben, entsprechend ihrer Beteiligung, ein (nicht übertragbares) Bezugsrecht zur Zeichnung der angebotenen Anteile zu dem Preis und den Bedingungen, wie diese Anteile anderweitig angeboten werden.“

### *Sechster Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung beschließt, unter anderem infolge des Vorstehenden, die gänzliche Neufassung der Satzung der Gesellschaft, welche nunmehr wie in der Tagesordnung der vorliegenden Urkunde dargestellt lautet.

### *Siebter Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung bevollmächtigt hiermit jeden Geschäftsführer der Gesellschaft, ungeachtet seiner Kategorie, sowie Frau Magdalena Staniczek, das Anteilsinhaberregister der Gesellschaft in Einzelunterschrift und mit uneingeschränkter Befugnis zur Unterbevollmächtigung zu aktualisieren und alleine zu unterzeichnen.

Da die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung geschlossen.

### *Kosten und Auslagen*

Die Kosten, Auslagen, Honorare oder Gebühren jeglicher Art, die von der Gesellschaft zu tragen sind, werden auf ungefähr EUR 2.600,- geschätzt.

Hierüber wurde diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen.

Die unterzeichnende Notarin, die die englische Sprache beherrscht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Parteien auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Verlangen besagter erschienener Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist die englische Fassung maßgebend.

Die vorstehende Urkunde ist der Bevollmächtigten der erschienenen Parteien, welche der Notarin mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, verlesen und von der Notarin gemeinsam mit dieser Bevollmächtigten unterzeichnet worden.

Gezeichnet: M. STANICZEK, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 29 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/34293. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 09. November 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015182127/1178.

(150202729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2015.

### **BG Capital, Société Anonyme.**

Siège social: L-3446 Dudelage, 20, rue Mathias Cungs.

R.C.S. Luxembourg B 185.199.

L'an deux mil quinze, le vingt et un octobre.

Par devant Maître Anja HOLTZ, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

s'est réunie

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «BG CAPITAL», avec siège social à L-3446 Dudelange, 20, rue Mathias Cungs, constituée suivant acte reçu par Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, en date du 7 mars 2014, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 1212 du 13 mai 2014, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 185.199.

L'assemblée est ouverte à 10.05 heures sous la présidence de Monsieur Jean-Luc FUCHS, demeurant professionnellement à Rumelange, lequel assure également la poste de scrutateur qui désigne comme secrétaire Madame Monique GOLDENBERG, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

*Ordre du jour*

1. Démission de l'administrateur unique;
2. Décision de mise en liquidation volontaire et dissolution anticipée de la société;
3. Nomination d'un liquidateur;
4. Détermination des pouvoirs du liquidateur;
5. Nomination d'un commissaire-vérificateur.

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

III. Que 50% du capital social est présent ou représenté. L'exercice du droit de vote afférent aux actions des 50% du capital social restant est actuellement suspendu suite à la non libération dans les délais d'un surplus du capital social souscrit, et ce malgré une demande du conseil d'administration dans ce sens.

Une copie de cette demande, adressée à l'actionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

L'actionnaire détenant l'intégralité des actions ayant droit de vote étant présent ou représenté, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, ce dernier se reconnaissant dûment convoqué et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social ayant droit de vote, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer telle qu'elle est constituée.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix présentes ou représentées, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée accepte la démission de l'administrateur unique, Monsieur Stéphane BRETTNACHER, demeurant à F-57330 Escherange, 1, chemin d'Entrange, et lui accorde pleine et entière décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

*Deuxième résolution*

L'assemblée accepte la démission du commissaire aux comptes, la société 4U CONSULT S.à r.l., dont le siège social est établi à L-3739 Rumelange, 29, rue des Martyrs, et lui accorde pleine et entière décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

*Troisième résolution*

L'assemblée décide la dissolution anticipée de la société et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour.

*Quatrième résolution*

L'assemblée décide de fixer le nombre des liquidateurs à un.

Est nommé liquidateur:

Monsieur Stéphane BRETTNACHER, administrateur de sociétés, né à Thionville (F) le 18 décembre 1968, demeurant à F-57330 Escherange, 1, chemin d'Entrange.

*Quatrième résolution*

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de son pouvoir qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

*Cinquième résolution*

L'assemblée nomme en tant que commissaire-vérificateur la société anonyme «FID-EXPERTS S.A.», dont le siège social est établi à -3739 Rumelange, 29, rue des Martyrs, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B82.501, représentée par son administrateur-délégué Monsieur Jean-Luc FUCHS.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée à 10.25 heures.

*Frais*

Le montant des dépens, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à 900.-€.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire.

Signé: J-L, Fuchs, M. Goldenberg, Anja Holtz.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 22 octobre 2015 - EAC/2015/24412 - Reçu douze euros = 12€. -

*Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux parties pour servir à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 27 octobre 2015.

Anja Holtz.

Référence de publication: 2015182009/85.

(150202926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2015.

**Bravissima (BC) Luxco S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1748 Luxembourg-Findel, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 170.287.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 novembre 2015.

Référence de publication: 2015181975/10.

(150203455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2015.

**Mainland Corporation S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 58.050.

*Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui a eu lieu le 10 Novembre 2015*

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale que:

- le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes a été reconduit jusqu'à la prochaine assemblée générale statutaire appelée à délibérer sur les comptes annuels de la société au 31 décembre 2015:

\* Mme Sabrina Colantonio, employée, avec adresse professionnelle au 412F route d'Esch, L-1030 Luxembourg,

\* Mr Anthony Agostino, employé, avec adresse professionnelle au 412F, route d' Esch, L-1030 Luxembourg,

- Fin-Contrôle S.A. avec siège social au 12, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 42230.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Mainland Corporation S.A.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015184028/18.

(150204916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2015.

**Lydion S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4410 Soleuvre, 1b, Um Woeller.  
R.C.S. Luxembourg B 104.391.

—  
*Assemblée générale extraordinaire du 3 novembre 2015*

Présents:	M. Daniel HAMER	Président du Conseil d'Administration
	M. Yves HAMER	Administrateur
	Mme Carole MULLER	Administrateur

Et à l'instant les comparants préqualifiés représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité, les résolutions suivantes:

*Résolution:*

A l'unanimité des voix, le siège social de la société est transféré à l'adresse 1b, Um Woeller L-4410 Soleuvre  
Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Fait et passé à Sanem, au siège social de la société

Date qu'entête des présentes.

Sanem, le 3 novembre 2015.

Daniel HAMER / Yves HAMER / Carole Muller.

Référence de publication: 2015183995/20.

(150205207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2015.

---

**L'Avellan S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7562 Mersch, 1, rue des Acacias.  
R.C.S. Luxembourg B 84.703.

—  
*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 10 mai 2013*

*5<sup>ème</sup> Résolution*

Les actionnaires approuvent à l'unanimité la confirmation des membres du conseil d'administration, à savoir:

- Monsieur Eckhard LUNKES - L-7562 Mersch, 1, rue des Acacias - administrateur
- Monsieur Robert WETZ - L-9182 Scheidel, 6, Duerfstrooss - administrateur
- Madame Malou THULL - L-9182 Scheidel, 6, Duerfstrooss - administrateur

Les mandats des administrateurs mentionnés ci-avant expireront lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra à l'année 2018.

*6<sup>ème</sup> Résolution*

L'assemblée décide de manière unanime la confirmation du commissaire aux comptes actuellement en vigueur, à savoir, Monsieur Christian HESS, demeurant à L-4996 Schouweiler, 26, rue de la Résistance. Le mandat y afférent expirera lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra à l'année 2018.

Pour extrait conforme

*Le président de l'assemblée générale ordinaire*

Référence de publication: 2015183937/21.

(150204940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2015.

---

**Method Investments SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1122 Luxembourg, 2, rue d'Alsace.  
R.C.S. Luxembourg B 165.419.

—  
A partir du 30 octobre 2015, le siège social de la SICAV se situe chez European Fund Administration (EFA), 2 Rue d'Alsace - L-1122 Luxembourg.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

METHOD INVESTMENTS SICAV

UN MANDATAIRE

Référence de publication: 2015184014/12.

(150204843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2015.

---

**Lydion Warranty S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4410 Soleuvre, 1b, Um Woeller.

R.C.S. Luxembourg B 145.144.

—  
*Assemblée générale extraordinaire du 5 novembre 2015*

Présents: HAMER SA  
M. Daniel HAMER Président du Conseil d'Administration

Et à l'instant les comparants préqualifiés représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité, les résolutions suivantes:

*Résolution:*

A l'unanimité des voix, le siège social de la société est transféré à l'adresse 1b, Um Woeller L-4410 Soleuvre

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Fait et passé à Sanem, au siège social de la société

Date qu'entête des présentes.

Sanem, le 5 novembre 2015.

*Pour le compte de HAMER SA*

Daniel HAMER

Référence de publication: 2015183996/21.

(150205246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2015.

---

**Leroi S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 143.858.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire le 27 octobre 2015*

Acceptation de la démission de Monsieur Jean-Marie LEGENDRE, et des sociétés S.G.A. SERVICES S.A. et FMS SERVICES S.A. en tant qu'Administrateurs de la société.

Acceptation de la nomination de Madame Gabriele SCHNEIDER, née le 31 octobre 1966 à Birkenfeld/Nahe (Allemagne), adresse professionnelle au 23, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, comme Administrateur unique de la société. Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale annuelle de 2020.

Acceptation de la démission de Monsieur Eric HERREMANS en tant que commissaire aux Comptes à partir de ce jour.

Acceptation de la nomination de Madame Tazia BENAMEUR, née le 9 novembre 1969 à Mohammadia (Algérie), adresse professionnelle au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, comme nouveau Commissaire aux Comptes de la société. Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale annuelle de 2020.

Acceptation de la démission de la société BPH FINANCE S.A., déléguée à la gestion journalière.

*Pour la société*

LEROI S.A.

Référence de publication: 2015183969/20.

(150204783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2015.

---

**Heimata, Société Anonyme.**

Siège social: L-1229 Luxembourg, 7, rue Bender.

R.C.S. Luxembourg B 77.486.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2015190258/11.

(150212916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

---